

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 3196

[C — 2009/29515]

30 AVRIL 2009. — Décret organisant le transfert de l'enseignement supérieur de l'architecture à l'université (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Chapitre 1^{er}. — *Dispositions communes*

Article 1^{er}. Dans le présent décret, on entend par :

1° « Décret du 31 mars 2004 » : le décret du 31 mars 2004 définissant l'Enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'Enseignement supérieur et refinançant les universités;

2° « Décret du 28 novembre 2008 » : le décret du 28 novembre 2008 portant intégration de la Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux au sein de l'Université de Liège, création de l'Université de Mons par fusion de l'Université de Mons-Hainaut et de la Faculté Polytechnique de Mons restructurant des habilitations universitaires et refinançant les universités;

3° « ISA Saint-Luc Bruxelles » : l'Institut supérieur d'architecture Saint-Luc de Bruxelles;

4° « ISA Saint-Luc Tournai » : l'Institut supérieur d'architecture Saint-Luc de Wallonie, site de Tournai;

5° « ISA Saint-Luc Liège » : l'Institut supérieur d'architecture Saint-Luc de Wallonie, site de Liège;

6° « La Cambre Architecture » : l'Institut supérieur d'architecture de la Communauté française « La Cambre »;

7° « ISAI » : l'Institut Supérieur d'Architecture Intercommunal;

8° « ISA Lambert Lombard » : l'ISAI, site de Liège;

9° « ISA Victor Horta » : l'ISAI, site de Bruxelles;

10° « ISA Mons » : l'ISAI, site de Mons;

11° « UCL » : l'Université catholique de Louvain;

12° « ULB » : l'Université libre de Bruxelles;

13° « ULG » : l'Université de Liège;

14° « UM » : l'Université de Mons.

Art. 2. A la date de l'intégration d'un Institut supérieur d'architecture au sein d'une Université, les étudiants régulièrement inscrits auprès de l'Institut supérieur d'architecture pour l'année académique en cours sont réputés inscrits à l'Université. L'administration en charge de l'enseignement supérieur de l'architecture et le Commissaire ou le Délégué du Gouvernement auprès de l'Université sont chargés de valider les inscriptions de ces étudiants.

Les titres et les diplômes y afférents seront délivrés par l'Université.

Les porteurs du grade de candidat délivré par un Institut supérieur d'architecture en Communauté française avant l'entrée en vigueur du présent décret peuvent s'inscrire en troisième année du bachelier universitaire correspondant.

Les porteurs du grade d'architecte délivré par un Institut supérieur d'architecture en Communauté française avant l'entrée en vigueur du présent décret sont assimilés aux porteurs du grade de master correspondant pour la poursuite de leurs études.

Par dérogation à l'article 51, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^obis du décret du 31 mars 2004, les porteurs d'un grade de bachelier délivré par un Institut supérieur d'architecture peuvent s'inscrire directement au master universitaire correspondant sans que des conditions complémentaires puissent être fixées par les autorités académiques.

Les étudiants non visés aux alinéas précédents qui ont réussi au moins une année des études menant à un grade de premier ou de deuxième cycle organisé par un Institut supérieur d'architecture en Communauté française avant l'entrée en vigueur du présent décret peuvent s'inscrire dans l'année d'études suivante menant au grade académique universitaire correspondant, moyennant d'éventuelles conditions complémentaires fixées par les universités visant à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières pré-requises pour les études visées. Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter pour l'étudiant plus de 15 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son admission. Ces enseignements font partie de son programme d'études.

Art. 3. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 39, § 1^{er}, § 2 alinéa 1^{er}, et § 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, l'étudiant visé à l'article 2, alinéa 1^{er} du présent décret paie des droits d'inscription par année d'études pendant la durée de ses études de base en architecture qui ne peuvent excéder le montant payé au cours de l'année 2009-2010 dans l'Institut supérieur d'architecture concerné par un étudiant inscrit dans l'année correspondante.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, lorsque deux Instituts supérieurs d'architecture intègrent une même Université, le montant des droits d'inscription est fixé au montant payé au cours de l'année 2009-2010 dans l'Institut supérieur d'architecture au sein duquel le montant des droits d'inscription est le moins élevé.

§ 2. Le paragraphe 1^{er} n'est pas applicable à l'étudiant qui bénéficie d'une allocation octroyée par le service d'allocation d'études de la Communauté française ou qui est de condition modeste. Dans ce cas, le montant de droits d'inscriptions est fixé en vertu de l'article 39, § 2, alinéa 3 ou 4 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

Art. 4. § 1^{er}. Dans le cadre de la mise à disposition gratuite de locaux prévue à l'article 24, alinéa 1^{er}, du décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire, les locaux mis à disposition par les universités visées par ce décret sont répartis sur les différents sites où elles organisent des études.

§ 2. Par dérogation à l'article 24, alinéa 2, du même décret, et pour les années budgétaires couvrant l'année de l'intégration de l'Institut supérieur d'architecture à l'Université jusqu'à l'année 2015, le calcul des moyens financiers octroyés au conseil des étudiants et aux organisations représentatives constituées au niveau local se fait, pour chaque université visée par le présent décret, en considérant séparément les étudiants inscrits à l'université dans un cursus d'études du domaine de « Art de bâtir et urbanisme » des autres étudiants inscrits dans l'institution.

Dans le cas où deux Instituts supérieurs d'architecture situés dans deux villes distinctes sont intégrés à la même université, les étudiants inscrits dans un cursus d'études du domaine de « Art de bâtir et urbanisme » sont considérés par implantation universitaire.

Art. 5. Dans le cas où un Institut supérieur d'architecture bénéficie d'un emprunt en cours, d'une décision d'octroi d'un emprunt ou d'une promesse ferme de subsides au 31 décembre 2009 fondés sur les dispositions du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, l'Université succède aux droits et obligations de l'Institut supérieur d'Architecture, ou du site, qu'elle intègre.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives à l'intégration de l'Institut supérieur d'architecture Saint-Luc de Bruxelles au sein de l'Université catholique de Louvain*

Art. 6. Au 1^{er} janvier qui suit la date de signature de la convention visée à l'article 7, § 1^{er}, du présent décret et au plus tard le 1^{er} janvier 2011, l'enseignement organisé par l'ASBL Comité organisateur des Instituts Saint-Luc à Saint-Gilles, au travers de l'ISA Saint-Luc Bruxelles, est repris par l'UCL conformément à l'article 38, § 2, alinéa 2, du décret du 31 mars 2004.

A cette même date, l'ASBL Comité organisateur des Instituts Saint-Luc à Saint-Gilles renonce aux habilitations et au financement dont elle bénéficie pour le site de Bruxelles en qualité d'Institut supérieur d'architecture.

Art. 7. § 1^{er}. Une convention entre l'ASBL Comité organisateur des Instituts Saint-Luc à Saint-Gilles et l'UCL est conclue au plus tard le 31 décembre précédant l'intégration. Elle prévoit notamment le transfert des droits et obligations en ce qui concerne les matières administratives, financières, comptables et budgétaires de l'ISA Saint-Luc Bruxelles, le transfert des créances et des obligations fondées sur les contrats en cours relatifs à l'ISA Saint-Luc Bruxelles, les modalités relatives à l'emploi, aux conditions de travail et à la gestion de la carrière des membres du personnel issus de l'ISA Saint-Luc Bruxelles et à leur représentation dans les organes de l'UCL. La convention prévoit également la place réservée à l'apprentissage par projet dans la formation ainsi que l'organe qui remplacera le contractant non universitaire à la convention après l'intégration.

Conformément à l'article 15bis de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, la convention est soumise, préalablement à sa signature, à la négociation avec les délégations syndicales en ce qui concerne les modalités relatives à l'emploi, aux conditions de travail et à la gestion de la carrière des membres du personnel issus de l'ISA Saint-Luc Bruxelles et à leur représentation dans les organes de l'UCL.

Le relevé des législations applicables aux membres du personnel issus de l'ISA Saint-Luc Bruxelles est annexé à la convention.

La convention est transmise au Gouvernement.

§ 2. Une autre convention entre l'UCL et l'ASBL Comité organisateur des Instituts Saint-Luc à Saint-Gilles prévoit les modalités de transfert à l'UCL de la jouissance et de l'entretien des biens meubles et immeubles mis à la disposition de l'ISA Saint-Luc Bruxelles par l'ASBL Comité organisateur des Instituts Saint-Luc à Saint-Gilles.

Art. 8. § 1^{er}. L'UCL devient l'employeur des membres des personnels statutaires de l'ASBL Comité organisateur des Instituts Saint-Luc à Saint-Gilles occupés à l'ISA Saint-Luc Bruxelles et qui, au 31 décembre précédant l'intégration, bénéficient d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française. Ils y conservent leur grade, leur ancienneté, leur charge, leur possibilité d'évolution de carrière et l'équivalent de tous les droits et avantages acquis de manière conventionnelle.

Les subventions-traitements octroyés aux membres du personnel visés à l'alinéa précédent en vertu de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, sont liquidées par l'UCL à charge de son budget.

§ 2. L'UCL devient l'employeur des membres du personnel contractuel de l'ASBL Comité organisateur des Instituts Saint-Luc à Saint-Gilles occupés à l'ISA Saint-Luc Bruxelles et qui, au 31 décembre précédant l'intégration, ne bénéficient pas d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française. Ils y conservent leur grade, leur ancienneté et l'équivalent de tous les droits et avantages acquis de manière conventionnelle.

§ 3. La liste des membres des personnels visés aux § 1^{er} et 2 à la date du 31 décembre précédant l'intégration, ventilée en personnel enseignant, scientifique, administratif, technique et ouvrier, et établie de commun accord entre l'UCL et l'ASBL Comité organisateur des Instituts Saint-Luc à Saint-Gilles, est arrêtée par le Gouvernement. Cette liste constitue le cadre d'extinction.

§ 4. Sans préjudice de l'application des articles 64 à 73 du présent décret, les membres des personnels visés au § 1^{er} et 2 restent soumis pour le surplus aux dispositions légales et réglementaires qui, au moment de leur transfert, leur sont applicables en tant que membres du personnel d'un Institut supérieur d'architecture. Les modifications apportées à ces dispositions leur sont également applicables. Ils conservent leur qualité de membres du personnel de l'enseignement non universitaire.

§ 5. Le conseil d'administration de l'UCL devient l'organe compétent de décision à l'égard des membres des personnels visés aux § 1^{er} et 2.

Art. 9. La somme visée à l'article 35ter, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, inséré par l'article 63 du présent décret, est versée à un article particulier du budget du patrimoine de l'UCL. La quote-part de cette somme relative aux charges du personnel visé à l'article 8, § 1^{er}, est portée

en recettes à la section Ire du budget de l'UCL telle que définie à la date du 12 avril 1999 dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et des comptes des institutions universitaires.

Art. 10. Pour les années budgétaires couvrant l'année de l'intégration jusqu'à l'année 2015, le respect de la limite fixée à l'article 40, § 3, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires s'apprécie sans tenir compte des coûts salariaux des membres du personnel de l'ISA Saint-Luc Bruxelles transférés à l'UCL ni de la partie de l'allocation de fonctionnement correspondant à ces coûts.

CHAPITRE III. — *Dispositions relatives à l'intégration de l'Institut supérieur d'architecture Saint-Luc Tournai au sein de l'Université catholique de Louvain*

Art. 11. Au 1^{er} janvier qui suit la date de signature de la convention visée à l'article 12, § 1^{er}, du présent décret et au plus tard le 1^{er} janvier 2011, l'enseignement organisé par l'ASBL ISA Saint-Luc de Wallonie sur le site de Tournai, au travers de l'ISA Saint-Luc Tournai, est repris par l'UCL conformément à l'article 38, § 2, alinéa 2, du décret du 31 mars 2004.

A cette même date, l'ASBL ISA Saint-Luc de Wallonie renonce aux habilitations et au financement dont elle bénéficie pour le site de Tournai en qualité d'Institut supérieur d'architecture.

Art. 12. § 1^{er}. Une convention entre l'ASBL ISA Saint-Luc de Wallonie et l'UCL est conclue au plus tard le 31 décembre précédant l'intégration. Elle prévoit notamment le transfert des droits et obligations en ce qui concerne les matières administratives, financières, comptables et budgétaires de l'ISA Saint-Luc Tournai, le transfert des créances et des obligations fondées sur les contrats en cours relatifs à l'ISA Saint-Luc Tournai, les modalités relatives à l'emploi, aux conditions de travail et à la gestion de la carrière des membres du personnel issus de l'ISA Saint-Luc Tournai et à leur représentation dans les organes de l'UCL. La convention prévoit également la place réservée à l'apprentissage par projet dans la formation ainsi que l'organe qui remplacera le contractant non universitaire à la convention après l'intégration.

Conformément à l'article 15bis de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, la convention est soumise, préalablement à sa signature, à la négociation avec les délégations syndicales en ce qui concerne les modalités relatives à l'emploi, aux conditions de travail et à la gestion de la carrière des membres du personnel issus de l'ISA Saint-Luc Tournai et à leur représentation dans les organes de l'UCL.

Le relevé des législations applicables aux membres du personnel issus de l'ISA Saint-Luc Tournai est annexé à la convention.

La convention est transmise au Gouvernement.

§ 2. Une autre convention entre l'UCL, l'ASBL ISA Saint-Luc de Wallonie et l'ASBL « Pensionnat de Passy à Froyennes » prévoit les modalités de transfert à l'UCL de la jouissance et de l'entretien des biens meubles et immeubles mis à la disposition de l'ISA Saint-Luc Tournai par les ASBL précitées.

Art. 13. § 1^{er}. L'UCL devient l'employeur des membres des personnels statutaires de l'ASBL ISA Saint-Luc de Wallonie occupés à l'ISA Saint-Luc Tournai et qui, au 31 décembre précédant l'intégration, bénéficient d'une subvention traitement à charge de la Communauté française. Ils y conservent leur grade, leur ancienneté, leur charge, leur possibilité d'évolution de carrière et l'équivalent de tous les droits et avantages acquis de manière conventionnelle.

Les subventions-traitements octroyées aux membres du personnel visés à l'alinéa précédent en vertu de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement sont liquidées par l'UCL à charge de son budget.

§ 2. L'UCL devient l'employeur des membres du personnel contractuel de l'ASBL ISA Saint-Luc de Wallonie occupés à l'ISA Saint-Luc Tournai et qui, au 31 décembre précédant l'intégration, ne bénéficient pas d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française. Ils y conservent leur grade, leur ancienneté et l'équivalent de tous les droits et avantages acquis de manière conventionnelle.

§ 3. La liste des membres des personnels visés aux §§ 1^{er} et 2 à la date du 31 décembre précédant l'intégration, ventilée en personnel enseignant, scientifique, administratif, technique et ouvrier, est établie de commun accord entre l'UCL et l'ASBL ISA Saint-Luc de Wallonie, est arrêtée par le Gouvernement. Cette liste constitue le cadre d'extinction.

§ 4. Sans préjudice de l'application des articles 64 à 73 du présent décret, les membres des personnels visés aux §§ 1^{er} et 2 restent soumis pour le surplus aux dispositions légales et réglementaires qui, au moment de leur transfert, leur sont applicables en tant que membres du personnel d'un Institut supérieur d'architecture. Les modifications apportées à ces dispositions leur sont également applicables. Ils conservent leur qualité de membres du personnel de l'enseignement non universitaire.

§ 5. Le conseil d'administration de l'UCL devient l'organe compétent de décision à l'égard des membres des personnels visés aux §§ 1^{er} et 2.

Art. 14. La somme visée à l'article 35ter, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, inséré par l'article 63 du présent décret, est versée à un article particulier du budget du patrimoine de l'UCL. La quote-part de cette somme relative aux charges du personnel visé à l'article 13, § 1^{er}, est portée en recettes à la section Ire du budget de l'UCL telle que définie à la date du 12 avril 1999 dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et des comptes des institutions universitaires.

Art. 15. Pour les années budgétaires couvrant l'année de l'intégration jusqu'à l'année 2015, le respect de la limite fixée à l'article 40, § 3, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires s'apprécie sans tenir compte des coûts salariaux des membres du personnel de l'ISA Saint-Luc Tournai transférés à l'UCL ni de la partie de l'allocation de fonctionnement correspondant à ces coûts.

CHAPITRE IV. — *Dispositions relatives à l'intégration de l'Institut supérieur d'architecture Victor Horta au sein de l'Université libre de Bruxelles*

Art. 16. Au 1^{er} janvier qui suit la date de signature de la convention visée à l'article 17, § 1^{er}, du présent décret et au plus tard le 1^{er} janvier 2011, l'enseignement organisé par l'ISAI sur le site Bruxelles, au travers de l'ISA Victor Horta, est repris par l'ULB conformément à l'article 38, § 2, alinéa 2, du décret du 31 mars 2004.

A cette même date, l'ISAI renonce aux habilitations et au financement dont elle bénéficie pour le site de Bruxelles en qualité d'Institut supérieur d'architecture.

Art. 17. § 1^{er}. Une convention entre le pouvoir organisateur de l'ISAI et l'ULB est conclue au plus tard le 31 décembre précédant l'intégration. Elle prévoit notamment le transfert des droits et obligations en ce qui concerne les matières administratives, financières, comptables et budgétaires de l'ISA Victor Horta, le transfert des créances et des obligations fondées sur les contrats en cours relatifs à l'ISA Victor Horta, les modalités relatives à l'emploi, aux conditions de travail et à la gestion de la carrière des membres du personnel issus de l'ISA Victor Horta et à leur représentation dans les organes de l'ULB. La convention prévoit également la place réservée à l'apprentissage par projet dans la formation ainsi que l'organe qui remplacera le contractant non-universitaire à la convention après l'intégration.

Conformément à l'article 15bis de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, la convention est soumise, préalablement à sa signature, à la négociation avec les délégations syndicales en ce qui concerne les modalités relatives à l'emploi, aux conditions de travail et à la gestion de la carrière des membres du personnel issus de l'ISA Victor Horta et à leur représentation dans les organes de l'ULB.

Le relevé des législations applicables aux membres du personnel issus de l'ISA Victor Horta est annexé à la convention.

La convention est transmise au Gouvernement.

§ 2. Une autre convention entre l'ULB, le pouvoir organisateur de l'ISAI et la Ville de Bruxelles prévoit les modalités de transfert à l'ULB de la jouissance et de l'entretien des biens meubles et immeubles mis à la disposition de l'ISA Victor Horta par la Ville de Bruxelles.

Art. 18. § 1^{er}. L'ULB devient l'employeur des membres des personnels statutaires de l'ISAI occupés à l'ISA Victor Horta et qui, au 31 décembre précédant l'intégration, bénéficient d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française. Ils y conservent leur grade, leur ancienneté, leur charge, leur possibilité d'évolution de carrière et l'équivalent de tous les droits et avantages acquis de manière conventionnelle.

Les subventions-traitements octroyées aux membres du personnel visés à l'alinéa précédent en vertu de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement sont liquidées par l'ULB à charge de son budget.

§ 2. L'ULB devient l'employeur des membres du personnel contractuel de l'ISAI occupés à l'ISA Victor Horta et qui, au 31 décembre précédant l'intégration, ne bénéficient pas d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française. Ils y conservent leur grade, leur ancienneté et l'équivalent de tous les droits et avantages acquis de manière conventionnelle.

§ 3. La liste des membres des personnels visés aux § 1^{er} et 2 à la date du 31 décembre précédant l'intégration, ventilée en personnel enseignant, scientifique, administratif, technique et ouvrier, et établie de commun accord entre l'ULB et l'ISAI, est arrêtée par le Gouvernement. Cette liste constitue le cadre d'extinction.

§ 4. Sans préjudice de l'application des articles 64 à 73 du présent décret, les membres des personnels visés aux § 1^{er} et 2 restent soumis pour le surplus aux dispositions légales et réglementaires qui, au moment de leur transfert, leur sont applicables en tant que membres du personnel d'un Institut supérieur d'architecture. Les modifications apportées à ces dispositions leur sont également applicables. Ils conservent leur qualité de membres du personnel de l'enseignement non universitaire.

§ 5. Le conseil d'administration de l'ULB devient l'organe compétent de décision à l'égard des membres des personnels visés aux § 1^{er} et 2.

Art. 19. La somme visée à l'article 35quater, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, inséré par l'article 63 du présent décret, est versée à un article particulier du budget du patrimoine de l'ULB. La quote-part de cette somme relative aux charges du personnel visé à l'article 18, § 1^{er}, est portée en recettes à la section Ire du budget de l'ULB telle que définie à la date du 12 avril 1999 dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et des comptes des institutions universitaires.

Art. 20. Pour les années budgétaires couvrant l'année de l'intégration jusqu'à l'année 2015, le respect de la limite fixée à l'article 40, § 3, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires s'apprécie sans tenir compte des coûts salariaux des membres du personnel de l'ISA Victor Horta transférés à l'ULB ni de la partie de l'allocation de fonctionnement correspondant à ces coûts.

CHAPITRE V. — *Intégration de l'Institut supérieur d'architecture de la Communauté française «La Cambre» à l'Université Libre de Bruxelles*

Art. 21. Au 1^{er} janvier qui suit la date de signature de la convention visée à l'article 24, § 1^{er}, du présent décret et au plus tard le 1^{er} janvier 2011, l'enseignement organisé par La Cambre Architecture est repris par l'ULB conformément à l'article 38, § 2, alinéa 2 du décret du 31 mars 2004.

A cette même date, la Communauté française renonce aux habilitations dont elle bénéficie au travers de La Cambre Architecture.

Art. 22. L'ULB succède aux droits et obligations de La Cambre Architecture en ce qui concerne les matières administratives, financières, comptables et budgétaires ainsi qu'en ce qui concerne la propriété et la gestion de son patrimoine. Le principe de continuité de gestion est d'application.

Les créances et les obligations fondées sur les contrats en cours relatifs à La Cambre Architecture, à la date de la signature de la convention, sont transférées à l'ULB.

Ces cessions et transferts sont opposables de plein droit aux cocontractants et aux tiers, sans autre formalité. Ils incluent tous les droits et obligations liés aux procédures pendantes et futures.

Art. 23. § 1^{er}. L'ULB devient l'employeur des membres des personnels statutaires de La Cambre Architecture qui, au 31 décembre précédant l'intégration, bénéficient d'un traitement à charge de la Communauté française. Ils y conservent leur grade, leur ancienneté, leur charge, leur possibilité d'évolution de carrière et l'équivalent de tous les droits et avantages acquis de manière conventionnelle.

Les traitements octroyés aux membres du personnel visés à l'alinéa précédent en vertu de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement sont liquidés par l'ULB à charge de son budget.

§ 2. L'ULB devient l'employeur des membres du personnel contractuel de La Cambre Architecture qui, au 31 décembre précédant l'intégration, ne bénéficient pas d'un traitement à charge de la Communauté française. Ils y conservent leur grade, leur ancienneté et l'équivalent de tous les droits et avantages acquis de manière conventionnelle.

§ 3. La liste des membres des personnels visés aux § 1^{er} et 2 à la date du 31 décembre précédant l'intégration, ventilée en personnel enseignant, scientifique, administratif, technique et ouvrier, et établie de commun accord entre l'ULB et La Cambre Architecture, est arrêtée par le Gouvernement. Cette liste constitue le cadre d'extinction.

§ 4. Sans préjudice de l'application des articles 64 à 73 du présent décret, les membres du personnel visés aux § 1^{er} et 2 restent soumis pour le surplus aux dispositions légales et réglementaires qui, au moment de leur transfert, leur sont applicables en tant que membres du personnel de La Cambre Architecture. Les modifications apportées à ces dispositions leur sont également applicables. Ils conservent leur qualité de membres du personnel de l'enseignement non universitaire.

§ 5. Le conseil d'administration de l'ULB devient l'organe compétent de décision à l'égard des membres des personnels visés aux § 1^{er} et 2.

Art. 24. Une convention entre La Cambre Architecture et l'ULB est conclue au plus tard le 31 décembre précédant l'intégration. Elle prévoit notamment les modalités relatives à l'emploi, aux conditions de travail et à la gestion de la carrière des membres du personnel et à leur représentation dans les organes de l'ULB. La convention prévoit également la place réservée à l'apprentissage par projet dans la formation ainsi que l'organe qui remplacera le contractant non universitaire à la convention après l'intégration.

Conformément à l'article 15bis de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, la convention est soumise, préalablement à sa signature, à la négociation avec les délégations syndicales en ce qui concerne les modalités relatives à l'emploi, aux conditions de travail et à la gestion de la carrière des membres du personnel issus de La Cambre Architecture et à leur représentation dans les organes de l'ULB.

La liste des contrats de La Cambre Architecture visés à l'article 22, alinéa 2, et le relevé des législations applicables aux membres du personnel issus de La Cambre Architecture sont annexés à la convention.

La convention est approuvée par le Gouvernement.

Art. 25. La somme visée à l'article 35quater, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, inséré par l'article 63 du présent décret, est versée à un article particulier du budget du patrimoine de l'ULB. La quote-part de cette somme relative aux charges du personnel visé à l'article 23, § 1^{er}, est portée en recettes à la section Ire du budget de l'ULB telle que définie à la date du 12 avril 1999 dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et des comptes des institutions universitaires.

Art. 26. Pour les années budgétaires couvrant l'année de l'intégration jusqu'à l'année 2015, le respect de la limite fixée à l'article 40, § 3, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires s'apprécie sans tenir compte des coûts salariaux des membres du personnel de La Cambre Architecture transférés à l'ULB ni de la partie de l'allocation de fonctionnement correspondant à ces coûts.

Art. 27. Dans l'article 45, § 1bis, de la même loi, modifié par le décret du 31 mars 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 : « A partir de l'année 2016, le montant prévu à l'alinéa précédent est augmenté de 577.147 euros. »;

2° l'alinéa 2 devenu l'alinéa 3 est complété par la phrase : « Cette répartition tiendra compte des charges immobilières que l'ULB exposera pour le domaine « Art de bâtir et urbanisme » à partir de 2016 ».

Art. 28. Pour les années budgétaires couvrant l'année de l'intégration jusqu'à l'année 2015, le loyer des bâtiments occupés par La Cambre Architecture à la date de la signature de la convention est pris en charge par le budget de la Communauté française.

CHAPITRE VI. — Intégration de l'Institut supérieur d'architecture Lambert Lombard à l'Université de Liège

Art. 29. Au 1^{er} janvier qui suit la date de signature de la convention visée à l'article 33, § 1^{er}, du présent décret et au plus tard le 1^{er} janvier 2011, l'enseignement organisé par l'ISAI sur le site de Liège, au travers de l'ISA Lambert Lombard, est repris par l'ULG conformément à l'article 38, § 2, alinéa 2 du décret du 31 mars 2004.

A cette même date, l'ISAI renonce aux habilitations et au financement dont elle bénéficie pour le site de Liège en qualité d'Institut supérieur d'architecture.

Art. 30. L'ULG succède aux droits et obligations de l'ISAI en ce qui concerne les matières administratives, financières, comptables et budgétaires relatives à l'enseignement de l'architecture sur le site de Liège.

Les créances et les obligations dont l'ISAI est titulaire, fondées sur les contrats en cours relatifs à l'ISA Lambert Lombard tels que spécifiés dans la convention visée à l'article 33, § 1^{er}, sont transférées à l'ULG.

Ces cessions et transferts sont opposables de plein droit aux cocontractants et aux tiers, sans autre formalité. Ils incluent tous les droits et obligations liés aux procédures pendantes et futures.

Art. 31. § 1^{er}. L'ULG devient l'employeur des membres des personnels statutaires de l'ISAI occupés à l'ISA Lambert Lombard et qui, au 31 décembre précédant l'intégration, bénéficient d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française. Ils y conservent leur grade, leur ancienneté, leur charge, leur possibilité d'évolution de carrière et l'équivalent de tous les droits et avantages acquis de manière conventionnelle.

Les subventions-traitements octroyés aux membres du personnel visés à l'alinéa précédent en vertu de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement sont liquidées par l'ULG à charge de son budget.

§ 2. Le patrimoine de l'ULG devient l'employeur des membres du personnel contractuel de l'ISAI occupés à l'ISA Lambert Lombard et qui, au 31 décembre précédant l'intégration, ne bénéficient pas d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française. Ils y conservent leur grade, leur ancienneté et l'équivalent de tous les droits et avantages acquis de manière conventionnelle.

§ 3. La liste des membres des personnels visés aux § 1^{er} et 2 à la date du 31 décembre précédant l'intégration, ventilée en personnel enseignant, scientifique, administratif, technique et ouvrier, et établie de commun accord entre l'ULG et l'ISAI, est arrêtée par le Gouvernement. Cette liste constitue le cadre d'extinction.

§ 4. Sans préjudice de l'application des articles 64 à 73 du présent décret, les membres du personnel visés aux § 1^{er} et 2 restent soumis pour le surplus aux dispositions légales et réglementaires qui, au moment de leur transfert, leur sont applicables en tant que membres du personnel d'un Institut supérieur d'architecture. Les modifications apportées à ces dispositions leur sont également applicables. Ils conservent leur qualité de membres du personnel de l'enseignement non universitaire.

§ 5. Le conseil d'administration de l'ULG devient l'organe compétent de décision à l'égard des membres des personnels visés aux § 1^{er} et 2.

Art. 32. § 1^{er}. Les membres du personnel enseignant visés à l'article 31, § 3, sont électeurs lors de l'élection du recteur, du vice-recteur, du premier vice-recteur, du secrétaire du conseil académique et des représentants du corps enseignant au conseil d'administration de l'ULG.

Les membres du personnel scientifique visés à l'article 31, § 3, sont électeurs lors de l'élection des représentants du corps scientifique au conseil d'administration de l'ULG.

Les membres du personnel administratif, technique et ouvrier visés à l'article 31, § 3, sont électeurs lors de l'élection des représentants du personnel administratif, technique et ouvrier au conseil d'administration de l'ULG.

§ 2. A partir de l'année académique 2013-2014, sont éligibles lors de l'élection des représentants du corps enseignant au conseil d'administration, les électeurs visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er} et qui ont exercé depuis deux ans au moins une fonction à charge complète au sein du corps enseignant.

A partir de l'année académique 2013-2014, sont éligibles lors de l'élection des représentants du corps scientifique au conseil d'administration, les électeurs visés au § 1^{er}, alinéa 2.

A partir de l'année académique 2013-2014, sont éligibles lors de l'élection des représentants des membres du personnel administratif, technique et ouvrier au conseil d'administration, les électeurs visés au § 1^{er}, alinéa 3.

Art. 33. § 1^{er}. Une convention entre le pouvoir organisateur de l'ISAI et l'ULG est conclue au plus tard le 31 décembre précédant l'intégration. Elle prévoit notamment les modalités relatives à l'emploi, aux conditions de travail et à la gestion de la carrière des membres du personnel et à leur représentation dans les organes de l'ULG. La convention prévoit également la place réservée à l'apprentissage par projet dans la formation ainsi que l'organe qui remplacera le contractant non universitaire à la convention après l'intégration.

Conformément à l'article 15bis de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, la convention est soumise, préalablement à sa signature, à la négociation avec les délégations syndicales en ce qui concerne les modalités relatives à l'emploi, aux conditions de travail et à la gestion de la carrière des membres du personnel issus de l'ISA Lambert Lombard et à leur représentation dans les organes de l'ULG.

La liste des contrats de l'ISA Lambert Lombard visés à l'article 30, alinéa 2, et le relevé des législations applicables aux membres du personnel issus de l'ISAI sont annexés à la convention.

La convention est approuvée par le Gouvernement.

§ 2. Une autre convention entre l'ULG, le pouvoir organisateur de l'ISAI et la Ville de Liège prévoit les modalités de transfert à l'ULG de la jouissance et de l'entretien des biens meubles et immeubles mis à la disposition de l'ISA Lambert Lombard par la Ville de Liège.

Art. 34. La somme visée à l'article 35sexies, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, inséré par l'article 63 du présent décret, est versée à un article particulier du budget du patrimoine de l'ULG. La quote-part de cette somme relative aux charges du personnel visé à l'article 31, § 1^{er}, est portée en recettes à la section Ire du budget de l'ULG telle que définie à la date du 12 avril 1999 dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et des comptes des institutions universitaires.

Art. 35. Pour les années budgétaires couvrant l'année de l'intégration jusqu'à l'année 2015, le respect de la limite fixée à l'article 40, § 3, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires s'apprécie sans tenir compte des coûts salariaux des membres du personnel de l'ISA Lambert Lombard transférés à l'ULG ni de la partie de l'allocation de fonctionnement correspondant à ces coûts.

CHAPITRE VII. — *Intégration de l'Institut supérieur d'architecture Saint-Luc de Liège à l'Université de Liège*

Art. 36. Au 1^{er} janvier qui suit la date de signature de la convention visée à l'article 40, § 1^{er}, du présent décret et au plus tard le 1^{er} janvier 2011, l'enseignement organisé par l'ASBL ISA Saint-Luc de Wallonie sur le site de Liège, au travers de l'ISA Saint-Luc Liège, est repris par l'ULG conformément à l'article 38, § 2, alinéa 2 du décret du 31 mars 2004.

A cette même date, l'ASBL ISA Saint-Luc de Wallonie renonce aux habilitations et au financement dont elle bénéficie pour le site de Liège en qualité d'Institut supérieur d'architecture.

Art. 37. L'ULG succède aux droits et obligations de l'ASBL ISA Saint-Luc de Wallonie en ce qui concerne les matières administratives, financières, comptables et budgétaires relatives à l'enseignement de l'architecture sur le site de Liège.

Les créances et les obligations dont l'ASBL ISA Saint-Luc de Wallonie est titulaire, fondées sur les contrats en cours relatifs à l'ISA Saint-Luc Liège tels que spécifiés dans la convention visée à l'article 40, § 1^{er}, sont transférées à l'ULG.

Ces cessions et transferts sont opposables de plein droit aux cocontractants et aux tiers, sans autre formalité. Ils incluent tous les droits et obligations liés aux procédures pendantes et futures.

Art. 38. § 1^{er}. L'ULG devient l'employeur des membres des personnels statutaires de l'ASBL ISA Saint-Luc de Wallonie occupés à l'ISA Saint-Luc Liège et qui, au 31 décembre précédant l'intégration, bénéficient d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française. Ils y conservent leur grade, leur ancienneté, leur charge, leur possibilité d'évolution de carrière et l'équivalent de tous les droits et avantages acquis de manière conventionnelle.

Les subventions-traitements octroyés aux membres du personnel visés à l'alinéa précédent en vertu de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement sont liquidées par l'ULG à charge de son budget.

§ 2. Le patrimoine de l'ULG devient l'employeur des membres du personnel contractuel de l'ASBL ISA Saint-Luc de Wallonie occupés à l'ISA Saint-Luc Liège et qui, au 31 décembre de l'intégration, ne bénéficient pas d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française. Ils y conservent leur grade, leur ancienneté et l'équivalent de tous les droits et avantages acquis de manière conventionnelle.

§ 3. La liste des membres des personnels visés aux § 1^{er} et 2 à la date du 31 décembre précédant l'intégration, ventilée en personnel enseignant, scientifique, administratif, technique et ouvrier, et établie de commun accord entre l'ULG et l'ASBL ISA Saint-Luc de Wallonie, est arrêtée par le Gouvernement. Cette liste constitue le cadre d'extinction.

§ 4. Sans préjudice de l'application des articles 64 à 73 du présent décret, les membres du personnel visés aux § 1^{er} et 2 restent soumis pour le surplus aux dispositions légales et réglementaires qui, au moment de leur transfert, leur sont applicables en tant que membres du personnel d'un Institut supérieur d'architecture. Les modifications apportées à ces dispositions leur sont également applicables. Ils conservent leur qualité de membres du personnel de l'enseignement non universitaire.

§ 5. Le conseil d'administration de l'ULG devient l'organe compétent de décision à l'égard des membres des personnels visés aux § 1^{er} et 2.

Art. 39. § 1^{er}. Les membres du personnel enseignant visés à l'article 38, § 3, sont électeurs lors de l'élection du recteur, du vice-recteur, du premier vice-recteur, du secrétaire du conseil académique et des représentants du corps enseignant au conseil d'administration de l'ULG.

Les membres du personnel scientifique visés à l'article 38, § 3, sont électeurs lors de l'élection des représentants du corps scientifique au conseil d'administration de l'ULG.

Les membres du personnel administratif, technique et ouvrier visés à l'article 38, § 3, sont électeurs lors de l'élection des représentants du personnel administratif, technique et ouvrier au conseil d'administration de l'ULG.

§ 2. A partir de l'année académique 2013-2014, sont éligibles lors de l'élection des représentants du corps enseignant au conseil d'administration, les électeurs visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er} et qui ont exercé depuis deux ans au moins une fonction à charge complète au sein du corps enseignant.

A partir de l'année académique 2013-2014, sont éligibles lors de l'élection des représentants du corps scientifique au conseil d'administration, les électeurs visés au § 1^{er}, alinéa 2.

A partir de l'année académique 2013-2014, sont éligibles lors de l'élection des représentants des membres du personnel administratif, technique et ouvrier au conseil d'administration, les électeurs visés au § 1^{er}, alinéa 3.

Art. 40. § 1^{er}. Une convention entre l'ASBL ISA Saint-Luc de Wallonie et l'ULG est conclue au plus tard le 31 décembre précédant l'intégration. Elle prévoit notamment les modalités relatives à l'emploi, aux conditions de travail et à la gestion de la carrière des membres du personnel et à leur représentation dans les organes de l'ULG. La convention prévoit également la place réservée à l'apprentissage par projet dans la formation ainsi que l'organe qui remplacera le contractant non universitaire à la convention après l'intégration.

Conformément à l'article 15bis de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, la convention est soumise, préalablement à sa signature, à la négociation avec les délégations syndicales en ce qui concerne les modalités relatives à l'emploi, aux conditions de travail et à la gestion de la carrière des membres du personnel issus de l'ISA Saint-Luc Liège et à leur représentation dans les organes de l'ULG.

La liste des contrats de l'ASBL ISA Saint-Luc de Wallonie visés à l'article 37, alinéa 2, et le relevé des législations applicables aux membres du personnel issus de l'ISA Saint-Luc Liège sont annexés à la convention.

La convention est approuvée par le Gouvernement.

§ 2. Une autre convention entre l'ULG, l'ASBL ISA Saint-Luc de Wallonie et l'ASBL Patrimoine Saint-Luc prévoit les modalités de transfert à l'ULG de la jouissance et de l'entretien des biens meubles et immeubles mis à la disposition de l'ISA Saint-Luc Liège par les ASBL précitées.

Art. 41. La somme visée à l'article 35sexies, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, inséré par l'article 63 du présent décret, est versée à un article particulier du budget du patrimoine de l'ULG. La quote-part de cette somme relative aux charges du personnel visé à l'article 38, § 1^{er}, est portée en recettes à la section Ire du budget de l'ULG telle que définie à la date du 12 avril 1999 dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et des comptes des institutions universitaires.

Art. 42. Pour les années budgétaires couvrant l'année de l'intégration jusqu'à l'année 2015, le respect de la limite fixée à l'article 40, § 3, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires s'apprécie sans tenir compte des coûts salariaux des membres du personnel de l'ISA Saint-Luc Liège transférés à l'ULG ni de la partie de l'allocation de fonctionnement correspondant à ces coûts.

CHAPITRE VIII. — *Disposition particulière à l'Université de Liège*

Art. 43. Par dérogation à l'article 8 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat et aux articles 32 et 39 du présent décret, pour la période s'étendant de la date d'intégration jusqu'au 30 septembre 2014, la composition du conseil d'administration de l'ULG est celle en vigueur au 1^{er} octobre 2009, augmentée d' :

1° un représentant des personnels visés à l'article 31, § 3, exerçant depuis deux ans au moins une fonction à charge complète au sein de l'ISA Lambert Lombard, élu par les membres de ces personnels;

2° un représentant des personnels visés à l'article 38, § 3, exerçant depuis deux ans au moins une activité professionnelle au sein de l'ISA Saint-Luc Liège, élu par les membres de ces personnels;

3° un représentant des étudiants inscrits à un cursus relevant du domaine « Art de bâtir et urbanisme » élu par ces étudiants.

CHAPITRE IX. — *Intégration du site de Mons de l'Institut supérieur d'Architecture intercommunale d'Enseignement supérieur d'Architecture à l'Université de Mons*

Art. 44. Au 1^{er} janvier qui suit la date de signature de la convention visée à l'article 49, § 1^{er}, du présent décret et au plus tard le 1^{er} janvier 2011, l'enseignement organisé par l'ISAI sur le site de Mons, au travers de l'ISA Mons, est repris par l'UM. conformément à l'article 38, § 2, alinéa 2 du décret du 31 mars 2004.

A cette même date, l'ISAI renonce aux habilitations et au financement dont elle bénéficie pour le site de Mons en qualité d'Institut supérieur d'architecture.

Art. 45. L'UM succède aux droits et obligations de l'ISAI en ce qui concerne les matières administratives, financières, comptables et budgétaires relatives à l'enseignement de l'architecture sur le site de Mons.

Les créances et les obligations dont l'ISAI est titulaire, fondées sur les contrats en cours relatifs à l'ISA Mons tels que spécifiés dans la convention visée à l'article 49, § 1^{er}, sont transférées à l'UM.

Ces cessions et transferts sont opposables de plein droit aux cocontractants et aux tiers concernés, sans autre formalité. Ils incluent tous les droits et obligations liés aux procédures pendantes et futures.

Art. 46. § 1^{er}. L'UM devient l'employeur des membres des personnels statutaires de l'ISAI occupés à l'ISA Mons et qui, au 31 décembre précédant l'intégration, bénéficient d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française. Ils y conservent leur grade, leur ancienneté, leur charge, leur possibilité d'évolution de carrière et l'équivalent de tous les droits et avantages acquis de manière conventionnelle.

Les subventions-traitements octroyés aux membres du personnel visés à l'alinéa précédent en vertu de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement sont liquidées par l'UM à charge de son budget.

§ 2. Le patrimoine de l'UM devient l'employeur des membres du personnel contractuel de l'ISAI occupés à l'ISA Mons et qui, au 31 décembre précédant l'intégration, ne bénéficient pas d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française. Ils y conservent leur grade, leur ancienneté et l'équivalent de tous les droits et avantages acquis de manière conventionnelle.

§ 3. La liste des membres des personnels visés aux § 1^{er} et 2 à la date du 31 décembre précédant l'intégration, ventilée en personnel enseignant, scientifique, administratif, technique et ouvrier, et établie de commun accord entre l'UM et l'ISAI, est arrêtée par le Gouvernement. Cette liste constitue le cadre d'extinction.

§ 4. Sans préjudice de l'application des articles 64 à 73 du présent décret, les membres du personnel visés aux § 1^{er} et 2 restent soumis pour le surplus aux dispositions légales et réglementaires qui leur sont applicables en tant que membres du personnel d'un Institut supérieur d'architecture. Les modifications apportées à ces dispositions leur sont également applicables. Ils conservent leur qualité de membres du personnel de l'enseignement non universitaire.

§ 5. Le conseil d'administration de l'UM devient l'organe compétent de décision à l'égard des membres des personnels visés aux § 1^{er} et 2.

Art. 47. § 1^{er}. Les membres du personnel enseignant visés à l'article 46, § 3, sont électeurs lors de l'élection du recteur, du vice-recteur, du premier vice-recteur, du secrétaire du conseil académique et des représentants du corps enseignant au conseil d'administration de l'UM.

Les membres du personnel scientifique visés à l'article 46, § 3, sont électeurs lors de l'élection des représentants du corps scientifique au conseil d'administration de l'UM.

Les membres du personnel administratif, technique et ouvrier visés à l'article 46, § 3, sont électeurs lors de l'élection des représentants du personnel administratif, technique et ouvrier au conseil d'administration de l'UM.

§ 2. A partir de l'année académique 2013-2014, sont éligibles lors de l'élection des représentants du corps enseignant au conseil d'administration, les électeurs visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er} et qui ont exercé depuis deux ans au moins une fonction à charge complète au sein du corps enseignant.

A partir de l'année académique 2013-2014, sont éligibles lors de l'élection des représentants du corps scientifique au conseil d'administration, les électeurs visés au § 1^{er}, alinéa 2.

A partir de l'année académique 2013-2014, sont éligibles lors de l'élection des représentants des membres du personnel administratif, technique et ouvrier au conseil d'administration, les électeurs visés au § 1^{er}, alinéa 3.

Art. 48. Par dérogation à l'article 8 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat et à l'article 28 du décret du 28 novembre 2008, pour la période s'étendant de la date d'intégration jusqu'au 30 septembre 2014, la composition du conseil d'administration de l'UM est celle en vigueur au 1^{er} octobre 2009, augmentée :

1° de deux représentants des personnels visés à l'article 46, § 3, exerçant depuis deux ans au moins une fonction à charge complète au sein de l'ISA Mons, élus par les membres de ces personnels;

2° d'un représentant des étudiants inscrits à un cursus relevant du domaine « Art de bâtir et urbanisme » élu par ces étudiants.

Art. 49. § 1^{er}. Une convention entre le pouvoir organisateur de l'ISAI et l'UM est conclue, au plus tard, le 31 décembre précédant l'intégration. Elle prévoit notamment les modalités relatives à l'emploi, aux conditions de travail et à la gestion de la carrière des membres du personnel et à leur représentation dans les organes de l'UM. La convention prévoit également la place réservée à l'apprentissage par projet dans la formation ainsi que l'organe qui remplacera le contractant non universitaire à la convention après l'intégration.

Conformément à l'article 15bis de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, la convention est soumise, préalablement à sa signature, à la négociation avec les délégations syndicales en ce qui concerne les modalités relatives à l'emploi, aux conditions de travail et à la gestion de la carrière des membres du personnel issus de l'ISA Mons et à leur représentation dans les organes de l'UM.

La liste des contrats de l'ISAI visés à l'article 45, alinéa 2, et le relevé des législations applicables aux membres du personnel issus de l'ISA Mons sont annexés à la convention.

La convention est approuvée par le Gouvernement.

§ 2. Une autre convention entre l'UM, le pouvoir organisateur de l'ISAI et la Ville de Mons prévoit les modalités de transfert à l'UM de la jouissance et de l'entretien des biens meubles et immeubles mis à la disposition de l'ISA Mons par la Ville de Mons.

Art. 50. La somme visée à l'article 35quinquies, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, inséré par l'article 63 du présent décret, est versée à un article particulier du budget du patrimoine de l'UM. La quote-part de cette somme relative aux charges du personnel visé à l'article 46, § 1^{er}, est portée en recettes à la section Ire du budget de l'UM telle que définie à la date du 12 avril 1999 dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et des comptes des institutions universitaires.

Art. 51. Pour les années budgétaires couvrant l'année de l'intégration jusqu'à l'année 2015, le respect de la limite fixée à l'article 40, § 3, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires s'apprécie sans tenir compte des coûts salariaux des membres du personnel de l'ISA Mons transférés à l'UM, ni de la partie de l'allocation de fonctionnement correspondant à ces coûts.

CHAPITRE X. — *Modifications du décret du 31 mars 2004 définissant l'Enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'Enseignement supérieur et refinançant les universités*

Art. 52. Dans l'article 76, alinéa 3 du décret du 31 mars 2004, les mots « et travaux personnels » sont remplacés par les mots « , travaux personnels et projets ».

Art. 53. A l'annexe III du même décret, remplacée par le décret du 28 novembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le TABLEAU A, le domaine « 5° Art de bâtir et urbanisme » est remplacé par les lignes suivantes :«

« 5° Art de bâtir et urbanisme – Architecture 1+2;ULg1;UCL2, 4;ULB1;UM1 »

2° le troisième alinéa de la Légende est supprimé.

3° dans le TAB.3-Légende Figure 1, une ligne suivante est ajoutée dans la troisième colonne de la section relative à l'UCL :

« 4. canton de Tournai. »

CHAPITRE XI. — *Modification de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des universités de l'Etat*

Art. 54. Dans l'article 8 de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des universités de l'Etat, remplacé par l'arrêté royal du 21 avril 1965, les mots « de master, d'architecte » sont insérés entre le mot « pharmacien » et le mot « ou ».

CHAPITRE XII. — *Modification de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat*

Art. 55. Dans l'article 8, alinéa 2, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, les mots «à partir du 1^{er} octobre 2014, ce nombre est égal à quatorze » sont insérés après le mot « douze ».

CHAPITRE XIII. — *Modifications du décret du 19 mai 2004 portant création d'une école de gestion à l'Université de Liège*

Art. 56. L'article 11 du décret du 19 mai 2004 portant création d'une école de gestion à l'Université de Liège, est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« Sont éligibles lors de l'élection des représentants du corps enseignant au conseil d'administration, les électeurs visés à l'alinéa 1^{er} et qui ont exercé depuis deux ans au moins une fonction à charge complète au sein du corps enseignant.

Sont éligibles lors de l'élection des représentants du corps scientifique au conseil d'administration, les électeurs visés à l'alinéa 2.

Sont éligibles lors de l'élection des représentants des membres du personnel administratif, technique et ouvrier au conseil d'administration, les électeurs visés à l'alinéa 3. ».

CHAPITRE XIV. — *Modifications du décret du 13 décembre 2007 intégrant l'école d'interprètes internationaux de la Haute Ecole de la Communauté française du Hainaut à l'Université de Mons-Hainaut et modifiant les habilitations universitaires*

Art. 57. L'article 16 du décret du 13 décembre 2007 intégrant l'école d'interprètes internationaux de la Haute Ecole de la Communauté française du Hainaut à l'Université de Mons-Hainaut et modifiant les habilitations universitaires, est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« Sont éligibles lors de l'élection des représentants du corps enseignant au conseil d'administration, les électeurs visés à l'alinéa 1^{er} et qui ont exercé depuis deux ans au moins une fonction à charge complète au sein du corps enseignant.

Sont éligibles lors de l'élection des représentants du corps scientifique au conseil d'administration, les électeurs visés à l'alinéa 2.

Sont éligibles lors de l'élection des représentants des membres du personnel administratif, technique et ouvrier au conseil d'administration, les électeurs visés à l'alinéa 3. ».

CHAPITRE XV. — *Modification du Décret du 17 juillet 2002 définissant le certificat d'Aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur (CAPAES) en Hautes écoles et dans l'Enseignement supérieur de promotion sociale et ses conditions d'obtention*

Art. 58. Dans l'article 11, § 1^{er}, du décret du 17 juillet 2002 définissant le Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur CAPAES en hautes écoles et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et ses conditions d'obtention, un nouvel alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Pour l'application de l'alinéa précédent, en cas de reprise par une institution universitaire d'un cursus supérieur de type long, les titulaires du diplôme de deuxième cycle de ce cursus obtenu avant la reprise sont assimilés aux diplômés d'un deuxième cycle universitaire. »

CHAPITRE XVI. — *Modifications du décret du 18 juillet 2008 démocratisant l'enseignement supérieur, œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur*

Art. 59. Dans l'article 23 du décret du 18 juillet 2008 démocratisant l'enseignement supérieur, œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur, le d) est abrogé.

Art. 60. Dans l'article 26, alinéa 4 du même décret, le 7° est abrogé.

CHAPITRE XVII. — *Modification du décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 61. Dans l'article 5, alinéa 2 du décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, le 6° est abrogé.

CHAPITRE XVIII. — *Modifications de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires*

Art. 62. A l'article 28, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires remplacé par le décret du 31 mars 2004 et modifié par le décret du 13 décembre 2007, le littéra «5^o» est supprimé.

Art. 63. Dans la même loi, sont insérés les articles 35^{ter}, 35^{quater}, 35^{quinquies} et 35^{sexies}, rédigés comme suit :

« Article 35^{ter}. Sans préjudice des articles 29 à 34 et 36 de la présente loi, la partie de l'allocation de fonctionnement de l'UCL due pour les étudiants finançables inscrits dans le domaine art de bâtir et urbanisme, à l'exception de celle due pour les étudiants qui ont réussi les travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat et pour les étudiants inscrits à des études menant au grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur est égale, jusqu'à l'année 2015, à la somme des montants suivants :

1^o un montant correspondant à la partie de l'allocation due en vertu des articles 29 à 34 de la présente loi pour la moyenne quadriennale du nombre d'étudiants pondérés, diminuée de la somme de 492 unités, à partir de l'année de l'intégration de l'ISA Saint-Luc Bruxelles à l'Université catholique de Louvain, et de 459 unités, à partir de l'année de l'intégration de l'ISA Saint-Luc Tournai à l'Université catholique de Louvain;

2^o un montant de 2.988.351 euros indexé à partir de l'année de l'intégration de l'ISA Saint-Luc Bruxelles à l'Université catholique de Louvain;

3^o un montant de 2.453.020 euros indexé à partir de l'année de l'intégration de l'ISA Saint-Luc Tournai à l'Université catholique de Louvain.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o sont indexés annuellement, dès l'année 2010, en fonction de l'indice-santé du mois de décembre de l'année concernée, sur base de l'indice santé du mois de décembre 2009.

Lors de l'application de la révision de la partie fixe prévue à l'article 25, alinéa 2, et en tout cas en 2016, il sera tenu compte des étudiants qui, en vertu de l'alinéa 1^{er}, ont été pris en compte pour le financement de l'Université catholique de Louvain dans le domaine « Art de bâtir et urbanisme » pendant la période considérée, en ce y compris les unités déduites en vertu de l'alinéa 1^{er}, 1^o.

Article 35^{quater}. Sans préjudice des articles 29 à 34 et 36 de la présente loi, la partie de l'allocation de fonctionnement de l'Université libre de Bruxelles due pour les étudiants finançables inscrits dans le domaine art de bâtir et urbanisme, à l'exception de celle due pour les étudiants qui ont réussi les travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat et pour les étudiants inscrits à des études menant au grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur est égale, jusqu'à l'année 2015, à la somme des montants suivants :

1^o un montant correspondant à la partie de l'allocation due en vertu des articles 29 à 34 de la présente loi pour la moyenne quadriennale du nombre d'étudiants pondérés, diminuée de la somme de 337 unités, à partir de l'année de l'intégration de l'ISA Victor Horta à l'Université libre de Bruxelles et de 475 unités, à partir de l'année de l'intégration de La Cambre Architecture à l'Université libre de Bruxelles;

2^o un montant de 2.328.456 euros indexé à partir de l'année de l'intégration de l'ISA Victor Horta à l'Université libre de Bruxelles;

3^o un montant de 2.998.975 euros indexé à partir de l'année de l'intégration de La Cambre Architecture à l'Université libre de Bruxelles.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o sont indexés annuellement, dès l'année 2010, en fonction de l'indice-santé du mois de décembre de l'année concernée, sur base de l'indice santé du mois de décembre 2009.

Lors de l'application de la révision de la partie fixe prévue à l'article 25, alinéa 2, et en tout cas en 2016, il sera tenu compte des étudiants qui, en vertu de l'alinéa 1^{er}, ont été pris en compte pour le financement de l'Université libre de Bruxelles dans le domaine «Art de bâtir et urbanisme» pendant la période considérée, en ce y compris les unités déduites en vertu de l'alinéa 1^{er}, 1^o.

Article 35^{quinquies}. Sans préjudice des articles 29 à 34 et 36 de la présente loi, la partie de l'allocation de fonctionnement de l'Université de Mons due pour les étudiants finançables inscrits dans le domaine art de bâtir et urbanisme, à l'exception de celle due pour les étudiants qui ont réussi les travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat et pour les étudiants inscrits à des études menant au grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur est égale, à partir de l'année budgétaire couvrant l'année de l'intégration de l'ISA Mons à l'Université de Mons jusqu'à l'année 2015, à la somme des montants suivants :

1^o un montant correspondant à la partie de l'allocation due en vertu des articles 29 à 34 de la présente loi pour la moyenne quadriennale du nombre d'étudiants pondérés, diminuée de 314 unités;

2^o un montant de 2.243.066 euros indexé.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er}, 2^o est indexé annuellement, dès l'année 2010, en fonction de l'indice-santé du mois de décembre de l'année concernée, sur base de l'indice santé du mois de décembre 2009.

Lors de l'application de la révision de la partie fixe prévue à l'article 25, alinéa 2, et en tout cas en 2016, il sera tenu compte des étudiants qui, en vertu de l'alinéa 1^{er}, ont été pris en compte pour le financement de l'Université de Mons dans le domaine «Art de bâtir et urbanisme» pendant la période considérée, en ce y compris les unités déduites en vertu de l'alinéa 1^{er}, 1^o.

Article 35^{sexies}. Sans préjudice des articles 29 à 34 et 36 de la présente loi, la partie de l'allocation de fonctionnement de l'Université de Liège due pour les étudiants finançables inscrits dans le domaine art de bâtir et urbanisme, à l'exception de celle due pour les étudiants qui ont réussi les travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat et pour les étudiants inscrits à des études menant au grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur est égale, jusqu'à l'année 2015 à la somme des montants suivants :

1^o un montant correspondant à la partie de l'allocation due en vertu des articles 29 à 34 de la présente loi pour la moyenne quadriennale du nombre d'étudiants pondérés, diminuée de la somme de 390 unités, à partir de l'année de l'intégration de l'ISA Lambert Lombard à l'Université de Liège et de 434 unités, à partir de l'année de l'intégration de l'ISA Saint-Luc Liège à l'Université de Liège;

2° un montant de 2.573.482 euros indexé à partir de l'année de l'intégration de l'ISA Lambert Lombard à l'Université de Liège;

3° un montant de 2.378.446 euros indexé à partir de l'année de l'intégration de l'ISA Saint-Luc Liège à l'Université de Liège.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3° sont indexés annuellement, dès l'année 2010, en fonction de l'indice-santé du mois de décembre de l'année concernée, sur base de l'indice santé du mois de décembre 2009.

Lors de l'application de la révision de la partie fixe prévue à l'article 25, alinéa 2, et en tout cas en 2016, il sera tenu compte des étudiants qui, en vertu de l'alinéa 1^{er}, ont été pris en compte pour le financement de l'Université de Liège dans le domaine « Art de bâtir et urbanisme » pendant la période considérée, en ce y compris les unités déduites en vertu de l'alinéa 1^{er}, 1°. ».

CHAPITRE XIX. — Dispositions relatives aux membres des personnels issus des Instituts supérieurs d'architecture

Art. 64. A partir de la date d'intégration respective de chaque Institut Supérieur d'Architecture à l'Université, les dispositions du présent chapitre sont applicables aux membres des personnels statutaires visés respectivement aux articles 8, § 1^{er}, 13, § 1^{er}, 18, § 1^{er}, 23, § 1^{er}, 31, § 1^{er}, 38, § 1^{er}, 46, § 1^{er}, à l'exception des membres du personnel administratif des Instituts supérieurs d'architecture et des membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service de l'Institut supérieur d'architecture de la Communauté française.

Section I^{re}. — De la désignation ou de l'engagement à titre temporaire

Art. 65. La désignation ou l'engagement à titre temporaire à durée déterminée est reconductible pour une année académique maximum.

Art. 66. A la date d'intégration respective de chaque Institut supérieur d'architecture à l'Université, sont désignés ou engagés à titre temporaire pour une durée indéterminée les membres des personnels visés à l'article 64 qui, à la date de leur transfert, sont désignés ou engagés à titre temporaire pour autant qu'ils occupent une fonction principale dans un emploi vacant.

Les désignations ou les engagements pour une durée indéterminée ne peuvent toutefois avoir lieu que si la durée cumulée des désignations ou des engagements à durée déterminée est supérieur à une année académique.

Art. 67. Nul ne peut être désigné ou engagé à titre temporaire à durée indéterminée s'il ne remplit les conditions suivantes au moment de la désignation ou de l'engagement à titre temporaire :

1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° être porteur d'un des titres de capacité pour la fonction à conférer, tels que mentionnés à l'article 10 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur;

4° remettre, lors de l'entrée en fonction, un certificat médical, daté de moins de six mois, attestant que le candidat se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des étudiants et des autres membres du personnel;

5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction concernée;

7° avoir introduit sa candidature dans la forme et le délai fixés par l'appel aux candidatures.

Section II. — De la nomination ou de l'engagement à titre définitif et du changement de fonction

Art. 68. § 1^{er}. Avant chaque année académique, l'Université peut lancer un appel en vue de procéder à des nominations ou engagements à titre définitifs des membres du personnel visés à l'article 64, dans les emplois vacants et dans le respect du § 2.

§ 2. Nul ne peut être nommé ou engagé à titre définitif s'il ne remplit les conditions suivantes au moment de la nomination ou de l'engagement à titre définitif :

1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° être porteur d'un des titres de capacité pour la fonction à conférer, tels que mentionnés à l'article 10 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur;

4° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

5° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction concernée;

6° avoir été désigné ou engagé à titre temporaire, pour une durée indéterminée;

7° occuper cet emploi en fonction principale.

Le membre du personnel désigné ou engagé à titre temporaire pour une durée indéterminée qui compte, pour la fonction considérée, la plus grande ancienneté de service calculée, selon le cas, conformément aux dispositions des articles 39, 40 et 40bis de l'arrêté royal du 22 mars 1969, de l'article 29bis du décret du 1^{er} décembre 1993 ou des articles 34 et 35 du décret du 6 juin 1994 est nommé ou engagé à titre définitif.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, est nommé ou engagé à titre définitif le membre du personnel désigné ou engagé à titre temporaire pour une durée indéterminée qui compte la plus grande ancienneté de fonction calculée conformément aux dispositions visées à l'alinéa précédent.

En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, est nommé ou engagé à titre définitif le membre du personnel désigné ou engagé à titre temporaire pour une durée indéterminée qui est le plus âgé.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er} et au § 2, alinéas 2, 3 et 4, tout membre du personnel âgé de cinquante-cinq ans visé à l'article 64 et qui répond aux conditions prévues au § 2, alinéa 1^{er}, est nommé ou engagé à titre définitif.

Art. 69. A partir de la date d'intégration respective de chaque Institut supérieur d'architecture à l'Université, et par dérogation, l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur n'est plus applicable aux membres des personnels visés à l'article 64 qui, à la date de leur transfert, sont nommés ou engagés à titre définitif à la fonction d'assistant ou de chef de travaux.

Section III. — De l'extension de charge

Art. 70. Lorsque l'emploi qu'occupait un des membres du personnel visés à l'article 64 est déclaré vacant, et qu'il ne peut y être pourvu par extension de charge d'un autre membre du personnel visé à l'article 64 il est, le cas échéant, pourvu à son remplacement conformément aux règles applicables au personnel des universités.

Section IV. — Des dispositions propres à chaque réseau

Art. 71. Les articles 5 à 14, 27 à 29, 39, 40, 40bis, 52, 55, 56, 57 à 65, 122 à 134, 137 à 166, 167quater, 168 et 169 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements sont d'application pour les membres du personnel, visés à l'article 64, transférés de l'Institut supérieur d'architecture de la Communauté française.

Art. 72. Les articles 4 à 27bis, 29bis, 62 à 104 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné sont d'application pour les membres du personnel, visés à l'article 64, transférés des Instituts supérieurs d'architecture libres subventionnés.

Par « temporaire engagé par le pouvoir organisateur sur base de son classement dans le groupe 1 visé à l'article 34, § 1^{er}, alinéa 2,1° » dans le décret du 1^{er} février 1993 précité, il y a lieu d'entendre « temporaire à durée indéterminée » au sens du présent décret.

Art. 73. Les articles 5 à 17, 25, § 1^{er}, 2° à 27, 34, 53 à 83 et 85 à 98 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné sont applicables aux membres du personnel, visés à l'article 64, transférés des Instituts supérieurs d'architecture officiels subventionnés.

Par « temporaire prioritaire au sens de l'article 24, § 1^{er} » dans le décret du 6 juin 1994 précité, il y a lieu d'entendre « temporaire à durée indéterminée » au sens du présent décret.

CHAPITRE XX. — Dispositions transitoires, abrogatoires et finale

Art. 74. L'article 2 de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture, modifié par les décrets des 31 mars 2004 et 25 mai 2007, est abrogé.

Art. 75. A l'article 8bis de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture, inséré par le décret du 19 juillet 2007 et modifié par le décret du 19 février 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 4, les mots « du § 1^{er}bis et » sont insérés entre les mots « en application » et les mots « de l'article »;

2° il est inséré un § 1^{er}bis rédigé comme suit : « § 1^{er}bis. A partir de l'année budgétaire 2009, la Communauté française intervient au moyen d'allocations annuelles, dénommées subsides sociaux, dans le financement des besoins sociaux des étudiants.

Les subsides sociaux font l'objet d'inscriptions budgétaires spécifiques.

Les subsides sociaux visés à l'alinéa 1^{er} sont calculés sur la base du nombre d'étudiants subsidiés au 1^{er} février de l'année précédant l'année budgétaire. Un montant de 58,60 EUR est attribué par étudiant subsidié pour le financement. A partir de l'année 2010, ce montant est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice santé des prix à la consommation de l'année budgétaire précédente. A ce montant est ajouté le montant visé à l'article 5, § 4, a), du décret du 20 juillet 2005 relatif aux droits complémentaires perçus dans l'enseignement supérieur non universitaire.

Les subsides sociaux font l'objet de liquidations trimestrielles. »;

3° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « au paragraphe précédent » sont remplacés par les mots « aux paragraphes précédents ».

Art. 76. Les articles 11.1 à 11.26 de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture, insérés par le décret du 11 janvier 2008, sont abrogés.

Art. 77. La loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture, modifiée par les arrêtés royaux n° 77 du 20 juillet 1982 et n° 460 du 17 septembre 1986 et par les décrets des 3 juillet 1991, 31 mars 2004, 25 mai 2007, 19 juillet 2007, 11 janvier 2008 et 18 juillet 2008 est abrogée.

Art. 78. A partir de l'année académique 2009-2010, les articles 60 à 65, 68, § 1^{er}, 2, 4, et 5,69 à 71, 75 à 79 du décret du 31 mars 2004 sont applicables dans les Instituts supérieurs d'architecture.

Art. 79. L'arrêté royal du 22 février 1984 portant règlement général des études dans l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice, modifié par les arrêtés des 1^{er} septembre 1994 et 2 juillet 1996, est abrogé à l'exception des articles 5, 6, 7 et 28.

Art. 80. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1997 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades délivrés par les Instituts supérieurs d'Architecture, modifié par les arrêtés des 8 novembre 2001 et 30 juin 2006, est abrogé.

Art. 81. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010 à l'exception des articles 7, § 1^{er}, 12, § 1^{er}, 17, § 1^{er}, 24, 33, § 1^{er}, 40, § 1^{er} et 49, § 1^{er} qui entrent en vigueur 10 jours après la publication du présent décret au *Moniteur belge*, des articles 56 et 57 qui produisent leur effets pour l'année académique 2008-2009 et des articles 74, 78 et 79 qui entrent en vigueur pour l'année académique 2009-2010, et des articles 77 et 80 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

L'article 75 produit ses effets le 1^{er} janvier 2009 et cesse d'être en vigueur, respectivement pour chaque Institut supérieur d'architecture, au jour de son intégration au sein de l'Université.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,

C. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,

M. TARABELLA

—————
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 680-1. — Amendements de commission, n° 680-2. — Rapport, n° 680-3.

Comptes-rendus intégraux. — Discussion. Séance du 27 avril 2009. Adoption. Séance du 28 avril 2009.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 3196

[C — 2009/29515]

30 APRIL 2009. — Decreet houdende organisatie van de overdracht van het hoger architectuuronderwijs naar de universiteit (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Artikel 1. In dit decreet wordt verstaan onder :

1° « Decreet van 31 maart 2004 » : het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten;

2° « Decreet van 28 november 2008 » : het decreet van 28 november 2008 tot integratie van de « Faculté universitaire des sciences agronomiques de Gembloux » in de « Université de Liège », oprichting van de « Université de Mons » door de fusie van de « Université de Mons-Hainaut » en de « Faculté polytechnique de Mons », herstructurering van de universitaire machtigingen en herfinanciering van de Universiteiten;

3° « ISA Saint-Luc Bruxelles » : het « Institut supérieur d'architecture Saint-Luc de Bruxelles »;

4° « ISA Saint-Luc Tournai » : het « Institut supérieur d'architecture Saint-Luc de Wallonie », site Doornik;

5° « ISA Saint-Luc Liège » : het « Institut supérieur d'architecture Saint-Luc de Wallonie », site Luik;

6° « La Cambre Architecture » : het « Institut supérieur d'architecture de la Communauté Française La Cambre »;

7° « ISAI » : het Institut Supérieur d'Architecture Intercommunal;

8° « ISA Lambert Lombard » : het « ISAI », site Luik;

9° « ISA Victor Horta » : het « ISAI », site Brussel;

10° « ISA Mons » : het ISAI, site Bergen;

11° « UCL » : de « Université catholique de Louvain »;

12° « ULB » : de « Université libre de Bruxelles »;

13° « ULG » : de « Université de Liège »;

14° « UM » : de « Université de Mons ».

Art. 2. Op de datum van de integratie van een Hoger architectuurstudie in een Universiteit, worden de studenten die regelmatig ingeschreven zijn in het Hoger Architectuurstudie, voor het lopende academiejaar, geacht als ingeschreven te zijn op de Universiteit. Het bestuur belast met het hoger architectuuronderwijs en de Commissaris of de Afgevaardigde van de Regering bij de Universiteit worden belast met de bekrachtiging van de inschrijvingen van deze studenten.

De bekwaamheidsbewijzen en diploma's die erop betrekking hebben, zullen door de Universiteit uitgereikt worden.

De houders van de graad van kandidaat die uitgereikt wordt door een Hoger architectuurstudie in de Franse Gemeenschap vóór de inwerkingtreding van dit decreet, mogen zich inschrijven in het derde jaar van de overeenkomende universitaire bachelor.

De houders van de graad van architect die uitgereikt wordt door een Hoger architectuurstudie in de Franse Gemeenschap vóór de inwerkingtreding van dit decreet, worden gelijkgesteld met de houders van de overeenkomende graad van master voor de voortzetting van hun studies.

In afwijking van artikel 51, § 1, eerste lid, 3^obis van het decreet van 31 maart 2004 mogen de houders van een graad van bachelor die uitgereikt wordt door een Hoger architectuurstudie, zich rechtstreeks inschrijven voor de overeenkomende universitaire master zonder dat aanvullende voorwaarden door de academische overheden bepaald kunnen worden.

De studenten niet bedoeld in de vorige leden die geslaagd zijn voor ten minste één jaar van de studies die leiden tot een graad van de eerste of de tweede cyclus georganiseerd door een Hoger architectuurstudie in de Franse Gemeenschap vóór de inwerkingtreding van dit decreet, mogen zich inschrijven in het volgende studiejaar voor de overeenkomende universitaire academiegraad, mits voldoening aan de mogelijke aanvullende voorwaarden bepaald door de universiteiten, die erop gericht zijn dat de student de vereiste voorkennis voor de bedoelde studies zou hebben verworven. Wanneer deze aanvullende toegangsvoorwaarden in één of meer aanvullende onderrichten bestaan, mogen ze voor de student niet meer dan 15 aanvullende studiepunten betekenen, gelet op het geheel van de studiepunten die hij trouwens kan laten gelden bij zijn toelating. Dit onderwijs maakt deel uit van zijn studieprogramma.

Art. 3. § 1. In afwijking van artikel 39, § 1, § 2, eerste lid, en § 3, eerste lid, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, betaalt de student bedoeld in artikel 2, eerste lid van dit decreet een inschrijvingsgeld per studiejaar tijdens de duur van zijn basisstudies in architectuur dat het bedrag dat betaald wordt tijdens het jaar 2009-2010 in het betrokken Hoger Architectuurstudie door een student ingeschreven in het overeenkomende jaar, niet mag overschrijden.

Voor de toepassing van het eerste lid, wanneer twee Hogere architectuurstudies eenzelfde universiteit integreren, wordt het bedrag van het inschrijvingsgeld bepaald op het bedrag betaald tijdens het jaar 2009-2010 in het Hoger architectuurstudie waarin het bedrag van het inschrijvingsgeld het laagste is.

§ 2. § 1 is niet van toepassing op de student die in aanmerking komt voor een toelage toegekend door de dienst studietoelagen van de Franse Gemeenschap of die van eenvoudige komaf is. In dit geval wordt het bedrag van het inschrijvingsgeld bepaald krachtens artikel 39, § 2, derde of vierde lid van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen.

Art. 4. § 1. In het kader van de gratis terbeschikkingstelling van de lokalen bedoeld in artikel 24, eerste lid, van het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten aan het leven van de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten aan het leven van de gemeenschap, worden de lokalen die door de universiteiten bedoeld in dit decreet ter beschikking worden gesteld, verdeeld over de verschillende sites waar ze de studies organiseren.

§ 2. In afwijking van artikel 24, tweede lid, van hetzelfde decreet, en voor de begrotingsjaren die het jaar dekken van de integratie van het Hoger Architectuurstudie in de Universiteit tot het jaar 2015, worden de financiële middelen toegekend aan de studentenraad en aan de representatieve organisaties op plaatselijk niveau berekend, voor elke universiteit bedoeld in dit decreet, door de studenten ingeschreven op de universiteit in een studie cursus uit het domein « Bouwkunst en urbanisme » van de andere studenten ingeschreven in de instelling afzonderlijk op te tellen.

Ingeval dat de twee Hogere Architectuurstudies gevestigd in twee afzonderlijke steden in dezelfde universiteit geïntegreerd zijn, worden de studenten ingeschreven in een studie cursus uit het domein « Bouwkunst en urbanisme » beschouwd per universitaire vestiging.

Art. 5. Ingeval dat een Hoger Architectuurstudie in aanmerking komt voor een lopende lening, een beslissing tot toekenning van een lening of voor een vaste subsidiebelofte tot 31 december 2009 gebaseerd op de bepalingen van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, neemt de Universiteit de rechten en plichten over van het Hoger architectuurstudie, of van de site, die ze integreert.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de integratie van het « Institut supérieur d'architecture Saint-Luc de Bruxelles » in de « Université catholique de Louvain »*

Art. 6. Op 1 januari volgend op de datum waarop de overeenkomst bedoeld in artikel 7, § 1, van dit decreet ondertekend wordt en ten laatste op 1 januari 2011, wordt het onderwijs georganiseerd door de VZW Comité organisateur des Instituts Saint-Luc te Sint-Gillis via het « ISA Saint-Luc Bruxelles » overgenomen door de UCL overeenkomstig artikel 38, § 2, tweede lid van het decreet van 31 maart 2004.

Op dezelfde datum zegt de VZW Comité organisateur des Instituts Saint-Luc te Sint-Gillis de machtigingen en de financiering op die ze geniet voor de site Brussel als Hoger Architectuurstudie.

Art. 7. § 1. Een overeenkomst tussen de VZW Comité organisateur des Instituts Saint-Luc te Sint-Gillis en de UCL wordt afgesloten ten laatste op 31 december voorafgaand aan de integratie. Ze voorziet inzonderheid in de overdracht van de rechten en plichten wat betreft de administratieve, financiële, boekhoudkundige en budgettaire zaken van het ISA Saint-Luc Bruxelles, de overdracht van schuldvorderingen en obligaties op basis van de lopende overeenkomsten betreffende het ISA Saint-Luc Bruxelles, de nadere regels voor de werkgelegenheid, de arbeidsvoorwaarden en het beheer van de loopbaan van de personeelsleden afkomstig uit het ISA Saint-Luc Bruxelles en hun vertegenwoordiging in de organen van de UCL. De overeenkomst voorziet ook in de plaats voorbehouden voor het aanleren via een project in de opleiding alsook in het orgaan dat de niet-universitaire contractant zal vervangen in de overeenkomst na de integratie.

Overeenkomstig artikel 15bis van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, wordt de overeenkomst, voorafgaandelijk aan de ondertekening, onderhandeld met de vakverenigingen wat betreft de nadere regels voor de werkgelegenheid, de arbeidsvoorwaarden en het beheer van de loopbaan van de personeelsleden afkomstig uit het « ISA Saint-Luc Bruxelles » en de vertegenwoordiging in de organen van de UCL.

Het overzicht van de wetgevingen die van toepassing zijn op de personeelsleden afkomstig uit het « ISA Saint-Luc Bruxelles », wordt gevoegd bij de overeenkomst.

De overeenkomst wordt aan de Regering bezorgd.

§ 2. Een andere overeenkomst tussen de UCL en de VZW Comité organisateur des Instituts Saint-Luc te Sint-Gillis bepaalt de nadere regels voor de overdracht naar de UCL van het genot en het onderhoud van de roerende en onroerende goederen die ter beschikking worden gesteld van het « ISA Saint-Luc Bruxelles » door de VZW Comité organisateur des Instituts Saint-Luc te Sint-Gillis.

Art. 8. § 1. De UCL wordt de werkgever van de vast benoemde personeelsleden van de VZW Comité organisateur des Instituts Saint-Luc te Sint-Gillis tewerkgesteld bij het « ISA Saint-Luc Bruxelles » en die, op 31 december voorafgaand aan de integratie, een weddesubsidie genieten ten laste van de Franse Gemeenschap. Ze behouden hun graad, hun anciënniteit, hun opdrachtlast, hun mogelijke loopbaanevoluitie en het equivalent van alle rechten en voordelen verworven bij overeenkomst.

De weddesubsidies toegekend aan de personeelsleden bedoeld in het vorige lid krachtens de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden uitbetaald door de UCL ten laste van haar begroting.

§ 2. De UCL wordt de werkgever van de contractuele personeelsleden van de VZW Comité organisateur des Instituts Saint-Luc te Sint-Gillis tewerkgesteld bij het « ISA Saint-Luc Bruxelles » en die, op 31 december voorafgaand aan de integratie, geen weddesubsidie genieten ten laste van de Franse Gemeenschap. Ze behouden hun graad, hun anciënniteit en het equivalent van alle rechten en voordelen verworven bij overeenkomst.

§ 3. De lijst van de personeelsleden bedoeld in de § 1 en 2 op de datum van 31 december voorafgaand aan de integratie, onderverdeeld in onderwijzend, wetenschappelijk, administratief, technisch en werkliedenpersoneel, en die eenstemmig opgesteld wordt tussen de UCL en de VZW Comité organisateur des Instituts Saint-Luc te Sint-Gillis, wordt bepaald door de Regering. Deze lijst vormt de uitdovingsformatie.

§ 4. Onverminderd de toepassing van de artikelen 64 tot 73 van dit decreet blijven de personeelsleden bedoeld in de § 1 en 2 onderworpen voor het overschot aan de wets- en verordeningsbepalingen die, op het ogenblik van hun overdracht, op hen van toepassing zijn als personeelsleden van een hoger architectuurinstituut. De wijzigingen die aangebracht worden aan deze bepalingen, worden ook op hen toegepast. Ze behouden hun hoedanigheid van personeelsleden van het niet-universitair onderwijs.

§ 5. De Raad van bestuur van de UCL wordt het bevoegde beslissingsorgaan ten opzichte van de personeelsleden bedoeld in de § 1 en 2.

Art. 9. De som bedoeld in artikel 35ter, eerste lid, 2° van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, ingevoegd bij artikel 63 van dit decreet, wordt gestort op een bijzonder artikel van de begroting van het patrimonium van de UCL. Het quotum van deze som met betrekking tot de lasten van het personeel bedoeld in artikel 8, § 1 wordt als ontvangsten geboekt in de eerste afdeling van de begroting van de UCL, zoals bepaald op de datum van 12 april 1999 in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels voor het opmaken en de vorm van de begrotingen en rekeningen van de universitaire instellingen.

Art. 10. Voor de begrotingsjaren die het jaar van de integratie dekken tot het jaar 2015, wordt de beperking vastgesteld in artikel 40, § 3, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, bepaald zonder rekening te houden met de loonkosten van de personeelsleden van het ISA Saint-Luc Bruxelles die overgedragen werden naar de UCL en met het gedeelte van de werkingstoelage dat overeenstemt met deze kosten.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende de integratie van het « Institut supérieur d'architecture Saint-Luc Tournai » in de « Université catholique de Louvain »*

Art. 11. Op 1 januari volgend op de datum waarop de overeenkomst bedoeld in artikel 12, § 1, van dit decreet ondertekend wordt en ten laatste op 1 januari 2011, wordt het onderwijs georganiseerd door de VZW ISA Saint-Luc de Wallonie op de site Doornik via het « ISA Saint-Luc Tournai » overgenomen door de UCL overeenkomstig artikel 38, § 2, tweede lid van het decreet van 31 maart 2004.

Op dezelfde datum zegt de VZW ISA Saint-Luc de Wallonie de machtigingen en de financiering op die ze geniet voor de site van Doornik als Hoger Architectuurinstituut.

Art. 12. § 1. Een overeenkomst tussen de VZW ISA Saint-Luc de Wallonie en de UCL wordt afgesloten ten laatste op 31 december voorafgaand aan de integratie. Ze voorziet inzonderheid in de overdracht van de rechten en plichten wat betreft de administratieve, financiële, boekhoudkundige en budgettaire zaken van het ISA Saint-Luc Tournai, de overdracht van schuldvorderingen en obligaties op basis van de lopende overeenkomsten betreffende het ISA Saint-Luc Tournai, de nadere regels voor de werkgelegenheid, de arbeidsvoorwaarden en het beheer van de loopbaan van de personeelsleden afkomstig uit het ISA Saint-Luc Tournai en hun vertegenwoordiging in de organen van de UCL. De overeenkomst voorziet ook in de plaats voor het aanleren via een project in de opleiding alsook in het orgaan dat de niet-universitaire contractant zal vervangen in de overeenkomst na de integratie.

Overeenkomstig artikel 15bis van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, wordt de overeenkomst voorafgaandelijk aan de ondertekening onderhandeld met de vakverenigingen wat betreft de nadere regels voor de werkgelegenheid, de arbeidsvoorwaarden en het beheer van de loopbaan van de personeelsleden afkomstig uit het « ISA Saint-Luc Tournai » en de vertegenwoordiging in de organen van de UCL.

Het overzicht van de wetgevingen die van toepassing zijn op de personeelsleden afkomstig uit het « ISA Saint-Luc Tournai », wordt gevoegd bij de overeenkomst.

De overeenkomst wordt aan de Regering bezorgd.

§ 2. Een andere overeenkomst tussen de UCL, de VZW ISA Saint-Luc de Wallonie en de VZW « Pensionnat de Passy à Froyennes » bepaalt de nadere regels voor de overdracht naar de UCL van het genot en het onderhoud van de roerende en onroerende goederen die ter beschikking worden gesteld van het « ISA Saint-Luc Tournai » door de bovenvermelde VZW's.

Art. 13. § 1. De UCL wordt de werkgever van de vast benoemde personeelsleden van de VZW ISA Saint-Luc de Wallonie tewerkgesteld bij het « ISA Saint-Luc Tournai » en die, op 31 december voorafgaand aan de integratie, een weddesubsidie genieten ten laste van de Franse Gemeenschap. Ze behouden hun graad, hun anciënniteit, hun opdrachtlast, hun mogelijke loopbaanevolutive en het equivalent van alle rechten en voordelen verworven bij overeenkomst.

De weddesubsidies toegekend aan de personeelsleden bedoeld in het vorige lid krachtens de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden uitbetaald door de UCL ten laste van haar begroting.

§ 2. De UCL wordt de werkgever van de contractuele personeelsleden van de « VZW ISA Saint-Luc de Wallonie » tewerkgesteld bij het ISA Saint-Luc Tournai en die, op 31 december voorafgaand aan de integratie, geen weddesubsidie genieten ten laste van de Franse Gemeenschap. Ze behouden hun graad, hun anciënniteit en het equivalent van alle rechten en voordelen verworven bij overeenkomst.

§ 3. De lijst van de personeelsleden bedoeld in de § 1 en 2 op de datum van 31 december voorafgaand aan de integratie, onderverdeeld in onderwijzend, wetenschappelijk, administratief, technisch en vakpersoneel, en die eenstemmig opgesteld wordt tussen de UCL en de VZW ISA Saint-Luc de Wallonie, wordt bepaald door de Regering. Deze lijst vormt de uitdovingsformatie.

§ 4. Onverminderd de toepassing van de artikelen 64 tot 73 van dit decreet blijven de personeelsleden bedoeld in de § 1 en 2 onderworpen voor het overschot aan de wets- en verordeningsbepalingen die, op het ogenblik van hun overdracht, op hen van toepassing zijn als personeelsleden van een hoger architectuurinstituut. De wijzigingen die aangebracht worden aan deze bepalingen, worden ook op hen toegepast. Ze behouden hun hoedanigheid van personeelsleden van het niet-universitair onderwijs.

§ 5. De Raad van bestuur van de UCL wordt het bevoegde beslissingsorgaan ten opzichte van de personeelsleden bedoeld in de § 1 en 2.

Art. 14. De som bedoeld in artikel 35^{ter}, eerste lid, 3^o van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, ingevoegd bij artikel 63 van dit decreet, wordt gestort op een bijzonder artikel van de begroting van het patrimonium van de UCL. Het quotum van deze som met betrekking tot de lasten van het personeel bedoeld in artikel 13, § 1 wordt als ontvangsten geboekt in de eerste afdeling van de begroting van de UCL, zoals bepaald op de datum van 12 april 1999 in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels voor het opmaken en de vorm van de begrotingen en rekeningen van de universitaire instellingen.

Art. 15. Voor de begrotingsjaren die het jaar van de integratie dekken tot het jaar 2015, wordt de beperking vastgesteld in artikel 40, § 3, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, bepaald zonder rekening te houden met de loonkosten van de personeelsleden van het ISA Saint-Luc Tournai die overgedragen werden naar de UCL en met het gedeelte van de werkingstoelage dat overeenstemt met deze kosten.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen betreffende de integratie van het « Institut supérieur d'architecture Victor Horta » in de « Université libre de Bruxelles »*

Art. 16. Op 1 januari volgend op de datum waarop de overeenkomst bedoeld in artikel 17, § 1, van dit decreet ondertekend wordt en ten laatste op 1 januari 2011, wordt het onderwijs georganiseerd door het ISAI op de site Brussel via het « ISA Victor Horta » overgenomen door de ULB overeenkomstig artikel 38, § 2, tweede lid van het decreet van 31 maart 2004.

Op dezelfde datum zegt het ISAI de machtigingen en de financiering op die het geniet voor de site Brussel als Hoger Architectuurinstituut.

Art. 17. § 1. Een overeenkomst tussen de inrichtende macht van het ISAI en de ULB wordt afgesloten ten laatste op 31 december voorafgaand aan de integratie. Ze voorziet inzonderheid in de overdracht van de rechten en plichten wat betreft de administratieve, financiële, boekhoudkundige en budgettaire zaken van het ISA Victor Horta, de overdracht van schuldvorderingen en obligaties op basis van de lopende overeenkomsten betreffende het ISA Victor Horta, de nadere regels voor de werkgelegenheid, de arbeidsvoorwaarden en het beheer van de loopbaan van de personeelsleden afkomstig uit het ISA Victor Horta en hun vertegenwoordiging in de organen van de ULB. De overeenkomst voorziet ook in de plaats voorbehouden voor het aanleren via een project in de opleiding alsook in het orgaan dat de niet-universitaire contractant zal vervangen in de overeenkomst na de integratie.

Overeenkomstig artikel 15^{bis} van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, wordt de overeenkomst voorafgaandelijk aan de ondertekening onderhandeld met de vakverenigingen wat betreft de nadere regels voor de werkgelegenheid, de arbeidsvoorwaarden en het beheer van de loopbaan van de personeelsleden afkomstig uit het « ISA Victor Horta » en de vertegenwoordiging in de organen van de ULB.

Het overzicht van de wetgevingen die van toepassing zijn op de personeelsleden afkomstig uit het « ISA Victor Horta », wordt gevoegd bij de overeenkomst.

De overeenkomst wordt aan de Regering bezorgd.

§ 2. Een andere overeenkomst tussen de ULB, de inrichtende macht van het ISAI en de Stad Brussel bepaalt de nadere regels voor de overdracht naar de ULB van het genot en het onderhoud van de roerende en onroerende goederen die ter beschikking worden gesteld van het « ISA Victor Horta » door de Stad Brussel.

Art. 18. § 1. De ULB wordt de werkgever van de vast benoemde personeelsleden van het ISAI tewerkgesteld bij het « ISA Victor Horta » en die, op 31 december voorafgaand aan de integratie, een weddesubsidie genieten ten laste van de Franse Gemeenschap. Ze behouden hun graad, hun anciënniteit, hun opdrachtlast, hun mogelijke loopbaanevolutie en het equivalent van alle rechten en voordelen verworven bij overeenkomst.

De weddesubsidies toegekend aan de personeelsleden bedoeld in het vorige lid krachtens de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden uitbetaald door de ULB ten laste van haar begroting.

§ 2. De ULB wordt de werkgever van de contractuele personeelsleden van het ISAI tewerkgesteld bij het ISA Victor Horta en die, op 31 december voorafgaand aan de integratie, geen weddesubsidie genieten ten laste van de Franse Gemeenschap. Ze behouden hun graad, hun anciënniteit en het equivalent van alle rechten en voordelen verworven bij overeenkomst.

§ 3. De lijst van de personeelsleden bedoeld in de § 1 en 2 op de datum van 31 december voorafgaand aan de integratie, onderverdeeld in onderwijzend, wetenschappelijk, administratief, technisch en werkliedenpersoneel, en die eenstemmig opgesteld wordt tussen de ULB en het ISAI, wordt bepaald door de Regering. Deze lijst vormt de uitdovingsformatie.

§ 4. Onverminderd de toepassing van de artikelen 64 tot 73 van dit decreet blijven de personeelsleden bedoeld in de § 1 en 2 onderworpen voor het overschot aan de wets- en verordeningbepalingen die, op het ogenblik van hun overdracht, op hen van toepassing zijn als personeelsleden van een hoger architectuurinstituut. De wijzigingen die aangebracht worden aan deze bepalingen, worden ook op hen toegepast. Ze behouden hun hoedanigheid van personeelsleden van het niet-universitair onderwijs.

§ 5. De Raad van bestuur van de ULB wordt het bevoegde beslissingsorgaan ten opzichte van de personeelsleden bedoeld in de § 1 en 2.

Art. 19. De som bedoeld in artikel 35^{quater}, eerste lid, 2° van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, ingevoegd bij artikel 63 van dit decreet, wordt gestort op een bijzonder artikel van de begroting van het patrimonium van de ULB. Het quotum van deze som met betrekking tot de lasten van het personeel bedoeld in artikel 18, § 1 wordt als ontvangsten geboekt in de eerste afdeling van de begroting van de ULB, zoals bepaald op de datum van 12 april 1999 in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels voor het opmaken en de vorm van de begrotingen en rekeningen van de universitaire instellingen.

Art. 20. Voor de begrotingsjaren die het jaar van de integratie dekken tot het jaar 2015, wordt de beperking vastgesteld in artikel 40, § 3, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, bepaald zonder rekening te houden met de loonkosten van de personeelsleden van het ISA Victor Horta die overgedragen werden naar de ULB en met het gedeelte van de werkingstoelage dat overeenstemt met deze kosten.

HOOFDSTUK V. — *Integratie van het « Institut supérieur d'architecture de la Communauté Française La Cambre » in de « Université Libre de Bruxelles »*

Art. 21. Op 1 januari volgend op de datum waarop de overeenkomst bedoeld in artikel 24, § 1, van dit decreet ondertekend wordt en ten laatste op 1 januari 2011, wordt het onderwijs georganiseerd door La Cambre Architecture overgenomen door de ULB overeenkomstig artikel 38, § 2, tweede lid van het decreet van 31 maart 2004.

Op dezelfde datum zegt de Franse Gemeenschap de machtigingen op die ze geniet via La Cambre Architecture.

Art. 22. De ULB neemt de rechten en plichten van La Cambre Architecture over wat betreft de administratieve, financiële, boekhoudkundige en budgettaire zaken, alsook wat betreft het eigendom en het beheer van haar patrimonium. Het principe van beheerscontinuïteit is van toepassing.

De schuldvorderingen en obligaties die gebaseerd zijn op de overeenkomsten betreffende La Cambre Architecture die lopend zijn op de datum van de ondertekening van de overeenkomst, worden naar de ULB overgedragen.

Deze afstanden en overdrachten kunnen van rechtswege tegengeworpen worden aan medecontractanten en derden, zonder verdere formaliteit. Ze omvatten alle rechten en plichten gebonden aan lopende en komende procedures.

Art. 23. § 1. De ULB wordt de werkgever van de vast benoemde personeelsleden van La Cambre Architecture die, op 31 december voorafgaand aan de integratie, een wedde genieten ten laste van de Franse Gemeenschap. Ze behouden hun graad, hun anciënniteit, hun opdrachtlast, hun mogelijke loopbaanevolutie en het equivalent van alle rechten en voordelen verworven bij overeenkomst.

De wedden toegekend aan de personeelsleden bedoeld in het vorige lid krachtens de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden uitbetaald door de ULB ten laste van haar begroting.

§ 2. De ULB wordt de werkgever van de contractuele personeelsleden van La Cambre Architecture die, op 31 december voorafgaand aan de integratie, geen wedde genieten ten laste van de Franse Gemeenschap. Ze behouden hun graad, hun anciënniteit en het equivalent van alle rechten en voordelen verworven bij overeenkomst.

§ 3. De lijst van de personeelsleden bedoeld in de § 1 en 2 op de datum van 31 december voorafgaand aan de integratie, onderverdeeld in onderwijzend, wetenschappelijk, administratief, technisch en werkliedenpersoneel, en die eenstemmig opgesteld wordt tussen de ULB en La Cambre Architecture, wordt bepaald door de Regering. Deze lijst vormt de uitdovingsformatie.

§ 4. Onverminderd de toepassing van de artikelen 64 tot 73 van dit decreet blijven de personeelsleden bedoeld in de § 1 en 2 onderworpen voor het overschot aan de wets- en verordeningbepalingen die, op het ogenblik van hun overdracht, op hen van toepassing zijn als personeelsleden van La Cambre Architecture. De wijzigingen die aangebracht worden aan deze bepalingen, worden ook op hen toegepast. Ze behouden hun hoedanigheid van personeelsleden van het niet-universitair onderwijs.

§ 5. De Raad van bestuur van de ULB wordt het bevoegde beslissingsorgaan ten opzichte van de personeelsleden bedoeld in de § 1 en 2.

Art. 24. Een overeenkomst tussen La Cambre Architecture en de ULB wordt afgesloten ten laatste op 31 december voorafgaand aan de integratie. Ze voorziet inzonderheid in de nadere regels voor de werkgelegenheid, de arbeidsvoorwaarden en het beheer van de loopbaan van de personeelsleden en hun vertegenwoordiging in de organen van de ULB. De overeenkomst voorziet ook in de plaats voorbehouden voor het leerschap door project in de opleiding alsook in het orgaan dat de niet-universitaire contractant zal vervangen in de overeenkomst na de integratie.

Overeenkomstig artikel 15bis van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, wordt de overeenkomst voorafgaandelijk aan de ondertekening onderhandeld met de vakverenigingen wat betreft de nadere regels voor de werkgelegenheid, de arbeidsvoorwaarden en het beheer van de loopbaan van de personeelsleden afkomstig uit La Cambre Architecture en hun vertegenwoordiging in de organen van de ULB.

De lijst van de overeenkomsten van La Cambre Architecture bedoeld in artikel 22, tweede lid, en het overzicht van de wetgevingen die van toepassing zijn op de personeelsleden afkomstig uit La Cambre Architecture, worden gevoegd bij de overeenkomst.

De overeenkomst wordt door de Regering goedgekeurd.

Art. 25. De som bedoeld in artikel 35quater, eerste lid, 3° van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, ingevoegd bij artikel 63 van dit decreet, wordt gestort op een bijzonder artikel van de begroting van het patrimonium van de ULB. Het quotum van deze som met betrekking tot de lasten van het personeel bedoeld in artikel 23, § 1 wordt als ontvangsten geboekt in de eerste afdeling van de begroting van de ULB, zoals bepaald op de datum van 12 april 1999 in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels voor het opmaken en de vorm van de begrotingen en rekeningen van de universitaire instellingen.

Art. 26. Voor de begrotingsjaren die het jaar van de integratie dekken tot het jaar 2015, wordt de beperking vastgesteld in artikel 40, § 3, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, bepaald zonder rekening te houden met de loonkosten van de personeelsleden van La Cambre Architecture die overgedragen werden naar de ULB en met het gedeelte van de werkingstoelage dat overeenstemt met deze kosten.

Art. 27. In artikel 45, § 1bis, van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en tweede lid, luidend als volgt :

« Vanaf het jaar 2016 wordt het bedrag bedoeld in het vorige lid verhoogd met 577.147 euro »;

2° het tweede lid, dat het derde lid is geworden, wordt aangevuld als volgt :

« Deze verdeling zal rekening houden met de onroerende lasten die de ULB zal hebben voor het domein « Bouwkunst en Urbanisme » vanaf 2016 ».

Art. 28. Voor de begrotingsjaren die het jaar van de integratie dekken tot het jaar 2015, valt het huurgeld van de gebouwen die bezet worden door La Cambre Architecture, op de datum van de ondertekening van de overeenkomst, ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK VI. — *Integratie van het « Institut supérieur d'architecture Lambert Lombard » in de « Université de Liège »*

Art. 29. Op 1 januari volgend op de datum van de ondertekening van de overeenkomst bedoeld in artikel 33, § 1, van dit decreet en ten laatste op 1 januari 2011, wordt het onderwijs georganiseerd door het « ISAI » op de site van Luik, door het « ISA Lambert Lombard », overgenomen door de « ULG » overeenkomstig artikel 38, § 2, 2e lid van het decreet van 31 maart 2004.

Op diezelfde datum doet het « ISAI » afstand van de machtigingen en de financiering die het geniet voor de site van Luik als Hoger instituut voor architectuur.

Art. 30. De « ULG » neemt de rechten en plichten over van het « ISAI » wat betreft de administratieve, financiële, boekhoudkundige en budgettaire zaken met betrekking tot het architectuuronderwijs op de site van Luik.

De schuldvorderingen en obligaties waarvan het « ISAI » houder is, die gebaseerd zijn op de lopende overeenkomsten betreffende het « ISA Lambert Lombard » zoals bepaald in de overeenkomst bedoeld in artikel 33, § 1, worden naar de « Université de Liège » overgedragen.

Deze afstanden en overdrachten kunnen van rechtswege tegengeworpen worden aan de medecontractanten en derden, zonder verdere formaliteit. Ze omvatten alle rechten en plichten gebonden aan lopende en komende procedures.

Art. 31. § 1. De « ULG » wordt de werkgever van de leden van het statutair personeel van het « ISAI » werkend op het « ISA Lambert Lombard » en die, op 31 december voorafgaand aan de integratie, een subsidie-bezoldiging genieten ten laste van de Franse Gemeenschap. Zij behouden hun graad, hun anciënniteit, hun opdracht, hun mogelijkheid tot loopbaanevolucie en het equivalent van alle rechten en voordelen verworven op conventionele wijze.

De weddesubsidies toegekend aan de personeelsleden bedoeld in het vorige lid krachtens de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving worden vereffend door de ULG ten laste van haar begroting.

§ 2. Het patrimonium van de « ULG » wordt de werkgever van de leden van het contractueel personeel van het « ISAI » werkend op het « ISA Lambert Lombard » en die, op 31 december voorafgaand aan de integratie, geen subsidie-bezoldiging genieten ten laste van de Franse Gemeenschap. Zij behouden hun graad, hun anciënniteit en het equivalent van alle rechten en voordelen verworven op conventionele wijze.

§ 3. De lijst van de in § 1 en 2 bedoelde personeelsleden op 31 december die aan de integratie voorafgaat, verdeeld over onderwijzend, wetenschappelijk, administratief, technisch en werkliedenpersoneel, en opgesteld in onderlinge overeenstemming met de « ULG » en het « ISAI » wordt vastgesteld door de Regering. Deze lijst vormt de uitdovingsformatie.

§ 4. Onverminderd de toepassing van de artikelen 64 tot 73 van dit decreet, blijven de in § 1 en 2 bedoelde personeelsleden voor het overige onderworpen aan de wets- en verordeningsbepalingen die op het moment van hun overdracht op hen van toepassing zijn als personeelslid van een hoger instituut voor architectuur. De wijzigingen aangebracht aan die bepalingen zijn eveneens van toepassing op hen. Zij bewaren hun hoedanigheid van personeelslid van het niet-universitair onderwijs.

§ 5. De Raad van bestuur van de « ULG » wordt het bevoegde beslissingsorgaan voor de personeelsleden bedoeld in § 1 en 2.

Art. 32. § 1. De leden van het onderwijzend personeel bedoeld in artikel 31, § 3, zijn kiezers bij de verkiezing van de rector, de vice-rector, de eerste vice-rector, de secretaris van de academische raad en de vertegenwoordigers van het onderwijzend korps op de raad van bestuur van de « ULG ».

De leden van het wetenschappelijk personeel bedoeld in artikel 31, § 3, zijn kiezers bij de verkiezing van de vertegenwoordigers van het onderwijzend korps op de raad van bestuur van de « ULG ».

De leden van het administratief, technisch en werkliedenpersoneel bedoeld in artikel 31, § 3, zijn kiezers bij de verkiezing van de vertegenwoordigers van het administratief, technisch en werkliedenpersoneel op de raad van bestuur van de « ULG ».

§ 2. Vanaf het academiejaar 2013-2014 zijn de kiezers bedoeld in § 1, 1e lid, die sinds minstens twee jaar een volledig ambt in het onderwijzend korps uitgeoefend hebben, verkiesbaar bij de verkiezing van de vertegenwoordigers van het onderwijzend korps op de raad van bestuur.

Vanaf het academiejaar 2013-2014 zijn de kiezers bedoeld in § 1, 2e lid verkiesbaar bij de verkiezing van de vertegenwoordigers van het wetenschappelijk korps bij de raad van bestuur.

Vanaf het academiejaar 2013-2014 zijn de kiezers bedoeld in § 1, 3e lid, verkiesbaar bij de verkiezing van de vertegenwoordiging van de leden van het administratief, technisch en werkliedenpersoneel bij de raad van bestuur.

Art. 33. § 1. Een overeenkomst zal ten laatste op 31 december 2008 vóór de integratie afgesloten worden tussen het « ISAI » en de « ULG ». De overeenkomst zal inzonderheid de nadere regels bepalen inzake werkgelegenheid, werkomstandigheden en het beheer van de loopbaan van de personeelsleden en hun vertegenwoordiging in de organen van de « ULG ». De overeenkomst voorziet ook in de plaats voorbehouden voor het aanleren per project in de opleiding alsook het orgaan dat de niet-universitaire contractant op de overeenkomst na de integratie zal vervangen.

Overeenkomstig artikel 15bis van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, wordt de overeenkomst, vóór de ondertekening ervan, onderworpen aan de onderhandeling met de vakverenigingen wat betreft de nadere regels inzake werkgelegenheid, werkomstandigheden en beheer van de loopbaan van de personeelsleden van het « ISA Lambert Lombard » en aan hun vertegenwoordiging in de organen van de « ULG ».

De lijst van de overeenkomsten van het « ISA Lambert Lombard » bedoeld in artikel 30, 2e lid, alsook het overzicht van de wetgevingen van toepassing op de personeelsleden van het « ISAI » worden bij de overeenkomst bijgevoegd.

De overeenkomst wordt door de Regering goedgekeurd.

§ 2. Een andere overeenkomst tussen de « ULG », de inrichtende macht van het « ISAI » en de Stad Luik voorziet in de nadere regels voor de overdracht naar de « ULG » van het bezit en het onderhoud van de roerende en onroerende goederen ter beschikking gesteld van het « ISA Lambert Lombard » door de Stad Luik.

Art. 34. Het bedrag bedoeld in artikel 35sexies, 1e lid, 2°, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, ingevoegd bij artikel 63 van dit decreet, wordt gestort op een bepaald artikel van de patrimoniumbegroting van de « ULG ». Het aandeel van dat bedrag betreffende de personeelslasten bedoeld in artikel 31, § 1, wordt geboekt als ontvangsten in afdeling I van de begroting van de « ULG » zoals bepaald op de datum van 12 april 1999 in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels voor het opmaken en de vorm van de begrotingen en rekeningen van de universitaire instellingen.

Art. 35. Voor de begrotingsjaren gaande van het jaar van de integratie tot 2015 wordt de naleving van de beperking, bepaald in artikel 40, § 3, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, gemeten zonder rekening te houden met de weddekosten van de personeelsleden van het « ISA Lambert Lombard » overgedragen naar de « ULG » of met het deel van de werkingstoelage dat overeenstemt met die kosten.

HOOFDSTUK VII. — *Integratie van het « Institut supérieur d'architecture Saint-Luc de Liège » in de « Université de Liège »*

Art. 36. Op 1 januari volgend op de datum van de ondertekening van de overeenkomst bedoeld in artikel 40, § 1, van dit decreet en ten laatste op 1 januari 2011, wordt het onderwijs georganiseerd door de VZW « ISA Saint-Luc de Wallonie » op de site van Luik, door het « ISA Saint-Luc Liège », overgenomen door de « ULG » overeenkomstig artikel 38, § 2, 2e lid van het decreet van 31 maart 2004.

Op diezelfde datum doet de VZW « ISA Saint-Luc de Wallonie » afstand van de machtigingen en de financiering die het geniet voor de site van Luik als Hoger instituut voor architectuur.

Art. 37. De « ULG » neemt de rechten en plichten over van de VZW « ISA Saint-Luc de Wallonie » wat betreft de administratieve, financiële, boekhoudkundige en budgettaire zaken met betrekking tot het architectuuronderwijs op de site van Luik.

De schuldvorderingen en obligaties waarvan de VZW « ISA Saint-Luc de Wallonie » houder is, die gebaseerd zijn op de lopende overeenkomsten betreffende het « ISA Saint-Luc Liège » zoals bepaald in de overeenkomst bedoeld in artikel 40, § 1, worden naar de « Université de Liège » overgedragen.

Deze afstanden en overdrachten kunnen van rechtswege tegengeworpen worden aan de medecontractanten en derden, zonder verdere formaliteit. Ze omvatten alle rechten en plichten gebonden aan lopende en komende procedures.

Art. 38. § 1. De « ULG » wordt de werkgever van de leden van het statutair personeel van de VZW « ISA Saint-Luc de Wallonie » werkend op de site van het « ISA Saint-Luc Liège » en die, op 31 december voorafgaand aan de integratie, een subsidie-bezoldiging genieten ten laste van de Franse Gemeenschap. Zij behouden hun graad, hun anciënniteit, hun opdracht, hun mogelijkheid tot loopbaanevoluitie en het equivalent van alle rechten en voordelen verworven op conventionele wijze.

De weddesubsidies toegekend aan de personeelsleden bedoeld in het vorige lid krachtens de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving worden vereffend door de ULG ten laste van haar begroting.

§ 2. Het patrimonium van de « ULG » wordt de werkgever van de leden van het contractueel personeel van de VZW « ISA Saint-Luc de Wallonie » werkend op het « ISA Saint-Luc Liège » en die, op 31 december voorafgaand aan de integratie, geen subsidie-bezoldiging genieten ten laste van de Franse Gemeenschap. Zij behouden hun graad, hun anciënniteit en het equivalent van alle rechten en voordelen verworven op conventionele wijze.

§ 3. De lijst van de in § 1 en 2 bedoelde personeelsleden op 31 december die aan de integratie voorafgaat, verdeeld over onderwijzend, wetenschappelijk, administratief, technisch en werkliedenpersoneel, en opgesteld in onderlinge overeenstemming met de « ULG » en de VZW « ISA Saint-Luc de Wallonie » wordt vastgesteld door de Regering. Deze lijst vormt de uitdovingsformatie.

§ 4. Onverminderd de toepassing van de artikelen 64 tot 73 van dit decreet, blijven de in § 1 en 2 bedoelde personeelsleden voor het overige onderworpen aan de wets- en verordeningsbepalingen die op het moment van hun overdracht op hen van toepassing zijn als personeelslid van een hoger instituut voor architectuur. De wijzigingen aangebracht aan die bepalingen zijn eveneens van toepassing op hen. Zij bewaren hun hoedanigheid van personeelslid van het niet-universitair onderwijs.

§ 5. De Raad van bestuur van de « ULG » wordt het bevoegde beslissingsorgaan voor de personeelsleden bedoeld in § 1 en 2.

Art. 39. § 1. De leden van het onderwijzend personeel bedoeld in artikel 38, § 3, zijn kiezers bij de verkiezing van de rector, de vice-rector, de eerste vice-rector, de secretaris van de academische raad en de vertegenwoordigers van het onderwijzend korps op de raad van bestuur van de « ULG ».

De leden van het wetenschappelijk personeel bedoeld in artikel 38, § 3, zijn kiezers bij de verkiezing van de vertegenwoordigers van het onderwijzend korps op de raad van bestuur van de « ULG ».

De leden van het administratief, technisch en werkliedenpersoneel bedoeld in artikel 38, § 3, zijn kiezers bij de verkiezing van de vertegenwoordigers van het administratief, technisch en werkliedenpersoneel op de raad van bestuur van de « ULG ».

§ 2. Vanaf het academiejaar 2013-2014 zijn de kiezers bedoeld in § 1, 1e lid, die sinds minstens twee jaar een volledig ambt in het onderwijzend korps uitgeoefend hebben, verkiesbaar bij de verkiezing van de vertegenwoordigers van het onderwijzend korps op de raad van bestuur.

Vanaf het academiejaar 2013-2014 zijn de kiezers bedoeld in § 1, 2e lid verkiesbaar bij de verkiezing van de vertegenwoordigers van het wetenschappelijk korps bij de raad van bestuur.

Vanaf het academiejaar 2013-2014 zijn de kiezers bedoeld in § 1, 3e lid, verkiesbaar bij de verkiezing van de vertegenwoordiging van de leden van het administratief, technisch en werkliedenpersoneel bij de raad van bestuur.

Art. 40. § 1. Een overeenkomst zal ten laatste op 31 december 2008 vóór de integratie afgesloten worden tussen de VZW « ISA Saint-Luc de Wallonie » en de « ULG ». De overeenkomst zal inzonderheid de nadere regels bepalen inzake werkgelegenheid, werkomstandigheden en het beheer van de loopbaan van de personeelsleden en hun vertegenwoordiging in de organen van de « ULG ». De overeenkomst voorziet ook in de plaats voorbehouden voor het aanleren per project in de opleiding alsook het orgaan dat de niet-universitaire contractant op de overeenkomst na de integratie zal vervangen.

Overeenkomstig artikel 15bis van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, wordt de overeenkomst, vóór de ondertekening ervan, onderworpen aan de onderhandeling met de vakverenigingen wat betreft de nadere regels inzake werkgelegenheid, werkomstandigheden en beheer van de loopbaan van de personeelsleden van het « ISA Saint-Luc Liège » en aan hun vertegenwoordiging in de organen van de « ULG ».

De lijst van de overeenkomsten van de VZW « ISA Saint-Luc de Wallonie » bedoeld in artikel 37, 2e lid, alsook het overzicht van de wetgevingen van toepassing op de personeelsleden van het « ISA Saint-Luc Liège » worden bij de overeenkomst bijgevoegd.

De overeenkomst wordt door de Regering goedgekeurd.

§ 2. Een andere overeenkomst tussen de « ULG », de VZW « ISA Saint-Luc de Wallonie » en de VZW « Patrimoine Saint-Luc » voorziet in de nadere regels voor de overdracht naar de « ULG » van het bezit en het onderhoud van de roerende en onroerende goederen ter beschikking gesteld van het « ISA Saint-Luc Liège » door voormelde VZW's.

Art. 41. Het bedrag bedoeld in artikel 35sexies, 1e lid, 3°, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, ingevoegd bij artikel 63 van dit decreet, wordt gestort op een bepaald artikel van de patrimoniumsbegroting van de « ULG ». Het aandeel van dat bedrag betreffende de personeelslasten bedoeld in artikel 38, § 1, wordt geboekt als ontvangsten in afdeling I van de begroting van de « ULG » zoals bepaald op de datum van 12 april 1999 in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels voor het opmaken en de vorm van de begrotingen en rekeningen van de universitaire instellingen.

Art. 42. Voor de begrotingsjaren gaande van het jaar van de integratie tot 2015 wordt de naleving van de beperking, bepaald in artikel 40, § 3, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, gemeten zonder noch rekening te houden met de weddekosten van de personeelsleden van het « ISA Saint-Luc Liège » overgedragen naar de « ULG » noch met het deel van de werkingsstoelage dat overeenstemt met die kosten.

HOOFDSTUK VIII. — Bepalingen eigen aan de « Université de Liège »

Art. 43. In afwijking van artikel 8 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat en van de artikelen 32 en 39 van dit decreet is de samenstelling van de raad van bestuur van de « ULG » voor de periode gaande van de datum van de integratie tot 30 september 2014 de samenstelling die van kracht is op 1 oktober 2009, vermeerderd met :

1° een vertegenwoordiger van het personeel bedoeld in artikel 31, § 3, dat sinds minstens twee jaar een volledig ambt uitoefent in het « ISA Lambert Lombard » en verkozen door de leden van dat personeel;

2° een vertegenwoordiger van het personeel bedoeld in artikel 38, § 3, dat sinds minstens twee jaar een beroepsactiviteit uitoefent in het « ISA Saint-Luc Liège » en verkozen door de leden van dat personeel;

3° een vertegenwoordiger van de studenten ingeschreven voor de cursus behorend tot het domein « Bouwkunst en urbanisme » en verkozen door die studenten.

HOOFDSTUK IX. — *Integratie van de site van « Bergen »
van het « Institut supérieur d'Architecture intercommunale d'Enseignement supérieur d'Architecture »
in de « Université de Mons ».*

Art. 44. Op 1 januari volgend op de datum van de ondertekening van de overeenkomst bedoeld in artikel 49, § 1, van dit decreet en ten laatste op 1 januari 2011, wordt het onderwijs georganiseerd door het « ISAI » op de site van Bergen, door het « ISA Mons », overgenomen door de « UM » overeenkomstig artikel 38, § 2, 2e lid van het decreet van 31 maart 2004.

Op diezelfde datum doet het « ISAI » afstand van de machtigingen en de financiering die het geniet voor de site van Bergen als Hoger instituut voor architectuur.

Art. 45. De « UM » neemt de rechten en plichten over van het « ISAI » wat betreft de administratieve, financiële, boekhoudkundige en budgettaire zaken met betrekking tot het architectuuronderwijs op de site van Bergen.

De schuldvorderingen en obligaties waarvan het « ISAI » houder is, die gebaseerd zijn op de lopende overeenkomsten betreffende het « ISA Mons » zoals bepaald in de overeenkomst bedoeld in artikel 49, § 1, worden naar de « UM » overgedragen.

Deze afstanden en overdrachten kunnen van rechtswege tegengeworpen worden aan de medecontractanten en derden, zonder verdere formaliteit. Ze omvatten alle rechten en verplichtingen gebonden aan lopende en komende procedures.

Art. 46. § 1. De « UM » wordt de werkgever van de leden van het statutair personeel van het « ISAI » werkend op het « ISA Mons » en die, op 31 december voorafgaand aan de integratie, een subsidie-bezoldiging genieten ten laste van de Franse Gemeenschap. Zij behouden hun graad, hun anciënniteit, hun opdracht, hun mogelijkheid tot loopbaanevolutive en het equivalent van alle rechten en voordelen verworven op conventionele wijze.

De weddesubsidies toegekend aan de personeelsleden bedoeld in het vorige lid krachtens de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving worden door de « UM » vereffend ten laste van haar begroting.

§ 2. Het patrimonium van de « UM » wordt de werkgever van de leden van het contractueel personeel van het « ISAI » werkend op het « ISA Mons » en die, op 31 december voorafgaand aan de integratie, geen subsidie-bezoldiging genieten ten laste van de Franse Gemeenschap. Zij behouden hun graad, hun anciënniteit en het equivalent van alle rechten en voordelen verworven op conventionele wijze.

§ 3. De lijst van de in § 1 en 2 bedoelde personeelsleden op 31 december die aan de integratie voorafgaat, verdeeld over onderwijzend, wetenschappelijk, administratief, technisch en werkliedenpersoneel, en opgesteld in onderlinge overeenstemming met de « UM » en het « ISAI » wordt vastgesteld door de Regering. Deze lijst vormt de uitdovingsformatie.

§ 4. Onverminderd de toepassing van de artikelen 64 tot 73 van dit decreet, blijven de in § 1 en 2 bedoelde personeelsleden voor het overige onderworpen aan de wets- en verordeningsbepalingen die op het moment van hun overdracht op hen van toepassing zijn als personeelslid van een hoger instituut voor architectuur. De wijzigingen aangebracht aan die bepalingen zijn eveneens van toepassing op hen. Zij bewaren hun hoedanigheid van personeelslid van het niet-universitair onderwijs.

§ 5. De Raad van bestuur van de « UM » wordt het bevoegde beslissingsorgaan voor de personeelsleden bedoeld in § 1 en 2.

Art. 47. § 1. De leden van het onderwijzend personeel bedoeld in artikel 46, § 3, zijn kiezers bij de verkiezing van de rector, de vice-rector, de eerste vice-rector, de secretaris van de academische raad en de vertegenwoordigers van het onderwijzend korps op de raad van bestuur van de « UM ».

De leden van het wetenschappelijk personeel bedoeld in artikel 46, § 3, zijn kiezers bij de verkiezing van de vertegenwoordigers van het onderwijzend korps op de raad van bestuur van de « UM ».

De leden van het administratief, technisch en werkliedenpersoneel bedoeld in artikel 46, § 3, zijn kiezers bij de verkiezing van de vertegenwoordigers van het administratief, technisch en werkliedenpersoneel op de raad van bestuur van de « UM ».

§ 2. Vanaf het academiejaar 2013-2014 zijn de kiezers bedoeld in § 1, 1e lid, die sinds minstens twee jaar een volledig ambt in het onderwijzend korps uitgeoefend hebben, verkiesbaar bij de verkiezing van de vertegenwoordigers van het onderwijzend korps op de raad van bestuur.

Vanaf het academiejaar 2013-2014 zijn de kiezers bedoeld in § 1, 2e lid verkiesbaar bij de verkiezing van de vertegenwoordigers van het wetenschappelijk korps bij de raad van bestuur.

Vanaf het academiejaar 2013-2014 zijn de kiezers bedoeld in § 1, 3e lid, verkiesbaar bij de verkiezing van de vertegenwoordiging van de leden van het administratief, technisch en werkliedenpersoneel bij de raad van bestuur.

Art. 48. In afwijking van artikel 8 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat en van artikel 28 van het decreet van 28 november 2008 is de samenstelling van de raad van bestuur van de « UM » voor de periode gaande van de datum van de integratie tot 30 september 2014 de samenstelling die van kracht is op 1 oktober 2009, vermeerderd met :

1° twee vertegenwoordigers van het personeel bedoeld in artikel 46, § 3, dat sinds minstens twee jaar een volledig ambt uitvoert in het « ISA Mons », verkozen door de personeelsleden;

2° een vertegenwoordiger van de studenten ingeschreven voor een cursus behorende tot het domein « Bouwkunst en urbanisme » verkozen door die studenten.

Art. 49. § 1. Een overeenkomst zal ten laatste op 31 december 2008 vóór de integratie afgesloten worden tussen het « ISAI » en de « UM ». De overeenkomst zal inzonderheid de nadere regels bepalen inzake werkgelegenheid, werkomstandigheden en het beheer van de loopbaan van de personeelsleden en hun vertegenwoordiging in de organen van de « UM ». De overeenkomst voorziet ook in de plaats voorbehouden voor het aanleren per project in de opleiding alsook het orgaan dat de niet-universitaire contractant op de overeenkomst na de integratie zal vervangen.

Overeenkomstig artikel 15bis van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, wordt de overeenkomst, vóór de ondertekening ervan, onderworpen aan de onderhandeling met de vakverenigingen wat betreft de nadere regels inzake werkgelegenheid, werkomstandigheden en beheer van de loopbaan van de personeelsleden van het « ISA Mons » en aan hun vertegenwoordiging in de organen van de « UM ».

De lijst van de overeenkomsten van het « ISAI » bedoeld in artikel 45, 2e lid, alsook het overzicht van de wetgevingen van toepassing op de personeelsleden van het « ISA Mons » worden bij de overeenkomst bijgevoegd.

De overeenkomst wordt door de Regering goedgekeurd.

§ 2. Een andere overeenkomst tussen de « UM », de inrichtende macht van het « ISAI » en de Stad Bergen voorziet in de nadere regels voor de overdracht naar de « UM » van het bezit en het onderhoud van de roerende en onroerende goederen ter beschikking gesteld van het « ISA Mons » door de Stad Bergen.

Art. 50. Het bedrag bedoeld in artikel 35quinquies, 1e lid, 2°, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, ingevoegd bij artikel 63 van dit decreet, wordt gestort op een bepaald artikel van de patrimoniumbegroting van de « UM ». Het aandeel van dat bedrag betreffende de personeelslasten bedoeld in artikel 46, § 1, wordt geboekt als ontvangsten in afdeling I van de begroting van de « UM » zoals bepaald op de datum van 12 april 1999 in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels voor het opmaken en de vorm van de begrotingen en rekeningen van de universitaire instellingen.

Art. 51. Voor de begrotingsjaren gaande van het jaar van de integratie tot 2015 wordt de naleving van de beperking bepaald in artikel 40, § 3, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, gemeten zonder rekening te houden met de weddekosten van de personeelsleden van het « ISA Mons » overgedragen naar de « UM » of met het deel van de werkingstoelage dat overeenstemt met die kosten.

HOOFDSTUK X. — Wijziging van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten

Art. 52. In artikel 76, 3e lid, van het decreet van 31 maart 2004 worden de woorden « en persoonlijke werken » vervangen door de woorden « , persoonlijke werken en projecten ».

Art. 53. In bijlage III van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 28 november 2008, worden in de Franse tekst de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In « Tableau A », wordt het domein « 5° Art de bâtir et urbanisme » vervangen door de volgende lijnen :

« 5° Art de bâtir et urbanisme – Architecture 1+2; ULg 1; UCL 2, 4; ULB 1; UM 1 »

2° het derde lid van de « Légende » wordt geschrapt.

3° in « Tab. 3 – Légende Figure 1 » wordt de volgende regel toegevoegd in de derde kolom van de afdeling over de « UCL » :

« 4. canton de Tournai ».

HOOFDSTUK XI. — Wijziging van het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de Rijksuniversiteiten

Art. 54. In artikel 8 van het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de Rijksuniversiteiten, vervangen bij het koninklijk besluit van 21 april 1965, worden de woorden « van master, architect » ingevoegd tussen de woorden « apotheker » en « of ».

HOOFDSTUK XII. — Wijziging van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat

Art. 55. In artikel 8, 2e lid van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat worden de woorden «; vanaf 1 oktober 2014 is dat aantal gelijk aan veertien » ingevoegd na het woord « twaalf ».

HOOFDSTUK XIII. — Wijzigingen van het decreet van 19 mei 2004 houdende oprichting van een Management School bij de Universiteit de Liège

Art. 56. Artikel 11 van het decreet van 19 mei 2004 houdende oprichting van een Management School bij de Universiteit de Liège, wordt aangevuld met drie leden, luidend als volgt :

« Kunnen verkozen worden bij de verkiezing van de vertegenwoordigers van het onderwijzend personeel bij de raad van bestuur, de kiezers bedoeld bij het eerste lid en die gedurende minstens twee jaar een ambt met volledige opdracht binnen het onderwijzend personeel hebben uitgeoefend.

Kunnen verkozen worden bij de verkiezing van de vertegenwoordigers van het wetenschappelijk personeel bij de raad van bestuur, de kiezers bedoeld bij het tweede lid.

Kunnen verkozen worden bij de verkiezing van de vertegenwoordigers van de leden van het administratief, technisch en werkliedenpersoneel bij de raad van bestuur, de kiezers bedoeld bij het derde lid. ».

HOOFDSTUK XIV. — *Wijzigingen aan het decreet van 13 december 2007 houdende integratie van de « Ecole d'interprètes internationaux de la Haute Ecole de la Communauté française du Hainaut » in de « Université de Mons-Hainaut » en tot wijziging van de universitaire bevoegdheden*

Art. 57. Artikel 16 van het decreet van 13 december 2007 houdende integratie van de « Ecole d'interprètes internationaux de la Haute Ecole de la Communauté française du Hainaut » in de « Université de Mons-Hainaut » en tot wijziging van de universitaire bevoegdheden, wordt aangevuld door drie leden, luidend als volgt :

« Kunnen verkozen worden bij de verkiezing van de vertegenwoordigers van het onderwijzend personeel bij de raad van bestuur, de kiezers bedoeld bij het eerste lid en die gedurende minstens twee jaar een ambt met volledige opdracht binnen het onderwijzend personeel hebben uitgeoefend.

Kunnen verkozen worden bij de verkiezing van de vertegenwoordigers van het wetenschappelijk personeel bij de raad van bestuur, de kiezers bedoeld bij het tweede lid.

Kunnen verkozen worden bij de verkiezing van de vertegenwoordigers van de leden van het administratief, technisch en werkliedenpersoneel bij de raad van bestuur, de kiezers bedoeld bij het derde lid. ».

HOOFDSTUK XV. — *Wijzigingen aan het decreet van 17 juli 2002 tot bepaling van het Getuigschrift van Pedagogische Bekwaamheid voor het Hoger Onderwijs (GPBHO) (CAPAES) in de hogescholen en van de voorwaarden voor het verkrijgen ervan*

Art. 58. In artikel 11, § 1, van het decreet van 17 juli 2002 tot bepaling van het Getuigschrift van Pedagogische Bekwaamheid voor het Hoger Onderwijs (GPBHO) (CAPAES) in de hogescholen en van de voorwaarden voor het verkrijgen ervan, wordt een nieuw lid luidend als volgt ingevoegd tussen het tweede en het derde lid :

« Voor de toepassing van het vorige lid, bij overname door een universitaire instelling van een hogere cursus van het lange type, worden de titularissen die deze cursus bekomen hebben vóór de overname gelijkgesteld met de gediplomeerden van een tweede universitaire cyclus. ».

HOOFDSTUK XVI. — *Wijzigingen van het decreet van 18 juli 2008 tot democratisering van het hoger onderwijs, ter bevordering van de slaagkansen van de studenten en tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor het hoger onderwijs*

Art. 59. In artikel 23 van het decreet van 18 juli 2008 tot democratisering van het hoger onderwijs, ter bevordering van de slaagkansen van de studenten en tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor het hoger onderwijs, wordt punt *d*) opgeheven.

Art. 60. In artikel 26, vierde lid van hetzelfde decreet, wordt punt 7° opgeheven.

HOOFDSTUK XVII. — *Wijzigingen van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs*

Art. 61. In artikel 5, tweede lid van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, wordt punt 6° opgeheven.

HOOFDSTUK XVIII. — *Wijzigingen van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling*

Art. 62. In artikel 28, eerste lid, 1°, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, vervangen bij het decreet van 31 maart 2004 en gewijzigd bij het decreet van 13 december 2007, wordt de littera « 5°, » afgeschaft.

Art. 63. In dezelfde wet, worden er artikelen 35^{ter}, 35^{quater}, 35^{quinquies} en 35^{sexies} ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 35^{ter}. Onverminderd de artikelen 29 tot 34 en 36 van deze wet, is het gedeelte van de werkingstoelage van de UCL verschuldigd voor de voor financiering in aanmerking komende studenten ingeschreven voor het gebied bouw- en stedenbouwkunde, met uitzondering van dat verschuldigd voor de studenten die geslaagd zijn voor de werken betreffende de voorbereiding van een proefschrift voor een doctoraat en voor de studenten ingeschreven voor de studies die leiden tot de graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs, tot het jaar 2015, gelijk aan de som van de volgende bedragen :

1° een bedrag dat overeenstemt met het gedeelte van de toelage verschuldigd krachtens de artikelen 29 tot 34 van deze wet voor het vierjaarlijkse gemiddelde van het aantal gewogen studenten, verminderd met de som van 492 eenheden vanaf het jaar van de integratie van het ISA Saint-Luc Bruxelles in de UCL, en van 459 eenheden, vanaf het jaar van de integratie van het ISA Saint-Luc Tournai in de UCL;

2° een bedrag van 2.988.351 euro geïndexeerd vanaf het jaar van de integratie van het ISA Saint-Luc Bruxelles in de UCL;

3° een bedrag van 2.453.020 euro geïndexeerd vanaf het jaar van de integratie van het ISA Saint-Luc Tournai in de UCL.

De bedragen bedoeld in het eerste lid, 2° en 3° worden elk jaar, vanaf het jaar 2010, geïndexeerd in functie van het gezondheidsindexcijfer van de maand december van het betrokken jaar, op basis van het gezondheidsindexcijfer van de maand december 2009.

Bij de toepassing van de herziening van het vaste gedeelte bedoeld in artikel 25, tweede lid, en in elk geval in 2016, zal rekening worden gehouden met de studenten die, overeenkomstig het eerste lid, in rekening werden genomen voor de financiering van de UCL voor het gebied « Bouw- en stedenbouwkunde » gedurende de betrokken periode, met inbegrip van de eenheden die afgetrokken werden overeenkomstig het eerste lid, 1°.

Artikel 35^{quater}. Onverminderd de artikelen 29 tot 34 en 36 van deze wet, is het gedeelte van de werkingstoelage van de ULB (Université Libre de Bruxelles) verschuldigd voor de voor financiering in aanmerking komende studenten ingeschreven voor het gebied bouw- en stedenbouwkunde, met uitzondering van dat verschuldigd voor de studenten die geslaagd zijn voor de werken betreffende de voorbereiding van een proefschrift voor een doctoraat en voor de studenten ingeschreven voor de studies die leiden tot de graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs, tot het jaar 2015, gelijk aan de som van de volgende bedragen :

1° een bedrag dat overeenstemt met het gedeelte van de toelage verschuldigd krachtens de artikelen 29 tot 34 van deze wet voor het vierjaarlijkse gemiddelde van het aantal gewogen studenten, verminderd met de som van 337 eenheden vanaf het jaar van de integratie van het ISA Victor Horta in de ULB, en van 475 eenheden, vanaf het jaar van de integratie van La Cambre Architecture in de ULB;

2° een bedrag van 2.328.456 euro geïndexeerd vanaf het jaar van de integratie van het ISA Victor Horta in de ULB;

3° een bedrag van 2.998.975 euro geïndexeerd vanaf het jaar van de integratie van La Cambre Architecture in de ULB.

De bedragen bedoeld in het eerste lid, 2° en 3° worden elk jaar, vanaf het jaar 2010, geïndexeerd in functie van het gezondheidsindexcijfer van de maand december van het betrokken jaar, op basis van het gezondheidsindexcijfer van de maand december 2009.

Bij de toepassing van de herziening van het vaste gedeelte bedoeld in artikel 25, tweede lid, en in elk geval in 2016, zal rekening worden gehouden met de studenten die, overeenkomstig het eerste lid, in rekening werden genomen voor de financiering van de ULB voor het gebied « Bouw- en stedenbouwkunde » gedurende de betrokken periode, met inbegrip van de eenheden die afgetrokken werden overeenkomstig het eerste lid, 1°.

Artikel 35^{quinquies}. « Onverminderd de artikelen 29 tot 34 en 36 van deze wet, is het gedeelte van de werkingstoelage van de Université de Mons verschuldigd voor de voor financiering in aanmerking komende studenten ingeschreven voor het gebied bouw- en stedenbouwkunde, met uitzondering van dat verschuldigd voor de studenten die geslaagd zijn voor de werken betreffende de voorbereiding van een proefschrift voor een doctoraat en voor de studenten ingeschreven voor de studies die leiden tot de graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs, vanaf het begrotingsjaar dat het jaar dekt van de integratie van het ISA Mons in de Université de Mons tot het jaar 2015, gelijk aan de som van de volgende bedragen :

1° een bedrag dat overeenstemt met het gedeelte van de toelage verschuldigd krachtens de artikelen 29 tot 34 van deze wet voor het vierjaarlijkse gemiddelde van het aantal gewogen studenten, verminderd met 314 eenheden;

2° een geïndexeerd bedrag van 2.243.066.

Het bedrag bedoeld in het eerste lid, 2° wordt elk jaar, vanaf het jaar 2010, geïndexeerd in functie van het gezondheidsindexcijfer van de maand december van het betrokken jaar, op basis van het gezondheidsindexcijfer van de maand december 2009.

Bij de toepassing van de herziening van het vaste gedeelte bedoeld in artikel 25, tweede lid, en in elk geval in 2016, zal rekening worden gehouden met de studenten die, overeenkomstig het eerste lid, in rekening werden genomen voor de financiering van de UCL voor het gebied « bouw- en stedenbouwkunde » gedurende de betrokken periode, met inbegrip van de eenheden die afgetrokken werden overeenkomstig het eerste lid, 1°.

Artikel 35^{sexies}. Onverminderd de artikelen 29 tot 34 en 36 van deze wet, is het gedeelte van de werkingstoelage van de Université de Liège verschuldigd voor de voor financiering in aanmerking komende studenten ingeschreven voor het gebied bouw- en stedenbouwkunde, met uitzondering van dat verschuldigd voor de studenten die geslaagd zijn voor de werken betreffende de voorbereiding van een proefschrift voor een doctoraat en voor de studenten ingeschreven voor de studies die leiden tot de graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs, tot het jaar 2015, gelijk aan de som van de volgende bedragen :

1° een bedrag dat overeenstemt met het gedeelte van de toelage verschuldigd krachtens de artikelen 29 tot 34 van deze wet voor het vierjaarlijkse gemiddelde van het aantal gewogen studenten, verminderd met de som van 390 eenheden vanaf het jaar van de integratie van het ISA Lambert Lombard in de Université de Liège, en van 434 eenheden, vanaf het jaar van de integratie van het ISA Saint-Luc Liège in de Université de Liège;

2° een bedrag van 2.573.482 euro geïndexeerd vanaf het jaar van de integratie van het ISA Lambert Lombard in de Université de Liège;

3° een bedrag van 2.378.446 euro geïndexeerd vanaf het jaar van de integratie van het ISA Saint-Luc Liège in de Université de Liège.

De bedragen bedoeld in het eerste lid, 2° en 3° worden elk jaar, vanaf het jaar 2010, geïndexeerd in functie van het gezondheidsindexcijfer van de maand december van het betrokken jaar, op basis van het gezondheidsindexcijfer van de maand december 2009.

Bij de toepassing van de herziening van het vaste gedeelte bedoeld in artikel 25, tweede lid, en in elk geval in 2016, zal rekening worden gehouden met de studenten die, overeenkomstig het eerste lid, in rekening werden genomen voor de financiering van de UCL voor het gebied « bouw- en stedenbouwkunde » gedurende de betrokken periode, met inbegrip van de eenheden die afgetrokken werden overeenkomstig het eerste lid, 1°.

HOOFDSTUK XIX. — *Bepalingen met betrekking tot de personeelsleden die uit de Hogere Instituten voor Architectuur komen*

Art. 64. Vanaf de datum van de respectieve integratie van ieder Hoger Instituut voor Architectuur in de Universiteit, zullen de bepalingen van dit hoofdstuk van toepassing zijn op de statutaire personeelsleden respectievelijk bedoeld bij de artikelen 8, § 1, 13, § 1, 18, § 1, 23, § 1, 31, § 1, 38, § 1, 46, § 1, met uitzondering van de leden van het administratief personeel van de Hogere Instituten voor Architectuur en de leden van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van het Hoger Instituut voor Architectuur van de Franse Gemeenschap.

Afdeling I. — De tijdelijke aanstelling of werving

Art. 65. De tijdelijke aanstelling of werving voor bepaalde duur wordt hernieuwd voor maximum één academiejaar.

Art. 66. Op de datum van de respectieve integratie van elk Hoger Instituut voor Architectuur in de Universiteit, worden de leden van het personeel bedoeld bij artikel 64 tijdelijk voor onbepaalde duur aangesteld of geworven die, op de datum van hun overheveling, tijdelijk aangesteld of geworven zijn voor zover ze een hoofdambt bekleden in een vacante betrekking.

De aanstellingen of wervingen voor onbepaalde duur kunnen enkel plaatsvinden als de gecumuleerde duur van de aanstellingen of wervingen voor bepaalde duur hoger is dan één academiejaar.

Art. 67. Niemand mag voor onbepaalde duur tijdelijk aangesteld of geworven worden als hij op het ogenblik van de tijdelijke aanstellingen of wervingen niet aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap behoudens door de Regering toe te kennen vrijstelling;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° houder zijn van een door de Regering bepaald bekwaamheidsbewijs dat in verhouding staat tot het te begeven ambt, zoals vermeld in artikel 10 van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs;

4° bij de indienstreding een medisch attest overleggen dat niet ouder is dan zes maanden en waaruit blijkt dat de kandidaat in een zodanige gezondheidstoestand verkeert dat hij de gezondheid van de leerlingen noch die van de andere personeelsleden in gevaar kan brengen;

5° voldoen aan de wets- en reglementsbevestigingen betreffende de taalregeling;

6° een gedrag hebben dat aan de vereisten van het betrokken ambt voldoet;

7° zijn kandidatuur hebben ingediend in de vorm en binnen de termijn die in de oproep tot de kandidaten werden vastgesteld.

Afdeling II. — De vaste benoeming of werving en de ambtsverandering

Art. 68. § 1. Vóór elk academiejaar, kan de Universiteit een oproep maken om tot vaste benoemingen of wervingen over te gaan van de personeelsleden bedoeld bij artikel 64, in de vacante betrekkingen en met inachtneming van § 2.

§ 2. Niemand mag vast benoemd of geworven worden als hij op het ogenblik van de vaste benoeming of werving niet aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap behoudens door de Regering toe te kennen vrijstelling;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° houder zijn van een door de Regering bepaald bekwaamheidsbewijs dat in verhouding staat tot het te begeven ambt, zoals vermeld in artikel 10 van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs;

4° voldoen aan de wets- en reglementsbevestigingen betreffende de taalregeling;

5° een gedrag hebben dat aan de vereisten van het betrokken ambt voldoet;

6° voor onbepaalde duur tijdelijk aangesteld of geworven geweest zijn;

7° deze betrekking als hoofdamt bekleden.

Het voor een onbepaalde duur tijdelijk aangestelde of geworven personeelslid dat, voor het betrokken ambt, de grootste dienstanciënniteit telt, naargelang het geval, berekend overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 39, 40 en 40bis van het koninklijk besluit van 22 maart 1969, van artikel 29bis van het decreet van 1 december 1993 of van de artikelen 34 en 35 van het decreet van 6 juni 1994, wordt vast benoemd of geworven.

Bij gelijkheid inzake dienstanciënniteit, wordt vast benoemd of geworven het voor onbepaalde duur tijdelijk benoemd of geworven personeelslid dat de grootste ambtsanciënniteit telt berekend overeenkomstig de bepalingen bedoeld bij het vorige lid.

Bij gelijkheid inzake ambtsanciënniteit, wordt vast benoemd of geworven het voor onbepaalde duur tijdelijk benoemd of geworven personeelslid dat het oudste is.

§ 3. In afwijking van § 1 en § 2, tweede, derde en vierde leden, wordt vast benoemd of geworven elk personeelslid dat 55 jaar oud is, dat bij artikel 64 bedoeld is en dat aan de vereisten van § 2, eerste lid, voldoet.

Art. 69. Vanaf de datum van de respectieve integratie van ieder Hoger Instituut voor Architectuur in de Universiteit, en bij afwijking, is artikel 10, § 1, eerste lid, van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs niet meer van toepassing op de personeelsleden bedoeld bij artikel 64 die, op de datum van hun overheveling, vast benoemd of geworven zijn in het ambt van assistent of werkleider.

Afdeling III. — Opdrachtuitbreiding

Art. 70. Wanneer de betrekking die door één van de personeelsleden bedoeld bij artikel 64 vacant wordt verklaard, en dat deze niet bekleed kan worden door een opdrachtuitbreiding van een ander personeelslid bedoeld bij artikel 64, wordt, desgevallend, voor zijn vervanging gezorgd overeenkomstig de regels die van toepassing zijn op het personeel van de universiteiten.

Afdeling IV. — Bepalingen eigen aan elk net

Art. 71. De artikelen 5 tot 14, 27 tot 29, 39, 40, 40bis, 52, 55, 56, 57 tot 65, 122 tot 134, 137 tot 166, 167quater, 168 en 169 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zijn van toepassing op de personeelsleden, bedoeld bij artikel 64, die overgeheveld worden vanuit het Hoger Instituut voor Architectuur van de Franse Gemeenschap.

Art. 72. De artikelen 4 tot 27bis, 29bis, 62 tot 104 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, zijn van toepassing op de personeelsleden, bedoeld bij artikel 64, die overgeheveld worden vanuit de gesubsidieerde vrije Hogere Instituten voor Architectuur.

Onder « tijdelijke geworven door de inrichtende macht op basis van zijn rangschikking in groep 1 zoals bedoeld bij artikel 34, § 1, tweede lid, 1° » in het voornoemde decreet van 1 februari 1993, dient verstaan te worden « tijdelijke voor onbepaalde duur » in de zin van dit decreet.

Art. 73. De artikelen 5 tot 17, 25, § 1, 2°, tot 27, 34, 53 tot 83 en 85 tot 98 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, zijn van toepassing op de personeelsleden, bedoeld bij artikel 64, die overgeheveld worden vanuit de gesubsidieerde officiële Hogere Instituten voor Architectuur.

Onder « prioritaire tijdelijke in de zin van artikel 24, § 1 » in het voornoemde decreet van 6 juni 1994, dient verstaan te worden « tijdelijke voor onbepaalde duur » in de zin van dit decreet.

HOOFDSTUK XX. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 74. Artikel 2 van de wet van 18 februari 1977 betreffende de organisatie van het architectuuronderwijs, gewijzigd bij de decreten van 31 maart 2004 en 25 mei 2007, wordt opgeheven.

Art. 75. In artikel 8bis van de wet van 18 februari 1977 betreffende de organisatie van het architectuuronderwijs, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2007 en gewijzigd bij het decreet van 19 februari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, vierde lid, worden de woorden « § 1bis en » ingevoegd tussen de woorden « met toepassing van » en de woorden « artikel »;

2° er wordt een § 1bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1bis. Vanaf het begrotingsjaar 2009, draagt de Franse Gemeenschap bij tot de financiering van de sociale behoeften van de studenten via jaarlijkse toelagen die « sociale toelagen » worden genoemd.

De sociale toelagen worden apart in de begroting opgenomen.

De sociale toelagen bedoeld bij het eerste lid worden berekend op basis van het aantal studenten die voor een toelage in aanmerking komen op 1 februari van het jaar dat voorafgaat aan het begrotingsjaar. Er wordt een bedrag van 58,60 euro toegekend per student die in aanmerking komt voor een toelage. Vanaf het jaar 2010, wordt dit bedrag jaarlijks aangepast aan de schommelingen van het gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen van het vorige begrotingsjaar. Dit bedrag wordt vermeerderd met het bedrag bedoeld bij artikel 5, § 4, a), van het decreet van 20 juli 2005 betreffende het bijkomend inschrijvingsgeld geïnd in het niet-universitair hoger onderwijs.

De sociale toelagen worden om de drie maand vereffend. »;

3° in § 2, eerste lid, worden de woorden « in de vorige paragraaf » vervangen door de woorden « in de vorige paragrafen ».

Art. 76. De artikelen 11.1 tot 11.26 van de wet van 18 februari 1977 betreffende de organisatie van het architectuuronderwijs, ingevoegd bij het decreet van 11 januari 2008, worden opgeheven.

Art. 77. De wet van 18 februari 1977 betreffende de organisatie van het architectuuronderwijs, gewijzigd bij de Koninklijke besluiten nr. 77 van 20 juli 1982 en nr. 460 van 17 september 1986 en bij de decreten van 3 juli 1991, 31 maart 2004, 25 mei 2007, 19 juli 2007, 11 januari 2008 en 18 juli 2008, wordt opgeheven.

Art. 78. Vanaf het academiejaar 2009-2010, worden de artikelen 60 tot 65, 68, § 1 en 2, 4 en 5, 69 tot 71, 75 tot 79 van het decreet van 31 maart 2004 van toepassing in de Hogere Instituten voor Architectuur.

Art. 79. Het koninklijk besluit van 22 februari 1984 tot algemene regeling van de studies in het hoger onderwijs van het lange type en met volledig leerplan, gewijzigd bij de besluiten van 1 september 1994 en 2 juli 1996, wordt opgeheven met uitzondering van de artikelen 5, 6, 7 en 28.

Art. 80. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1997 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de architectuur en architect, gewijzigd bij de besluiten van 8 november 2001 en 30 juni 2006, wordt opgeheven.

Art. 81. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2010 met uitzondering van de artikelen 7, § 1, 12, § 1, 17, § 1, 24, 33, § 1, 40, § 1 en 49, § 1 die tien dagen na de bekendmaking van dit decreet in het Belgisch Staatsblad in werking treden, van de artikelen 56 en 57 die uitwerking hebben voor het academiejaar 2008-2009, en van de artikelen 74, 78 en 79 die in werking treden voor het academiejaar 2009-2010, en van de artikelen 77 en 80 die in werking treden op 1 januari 2011.

Artikel 75 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2009 en houdt op uitwerking te hebben, respectief voor elk Hoger Instituut voor Architectuur, de dag van zijn integratie binnen de Universiteit.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel op 30 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 680-1. — Commissieamendementen, nr. 680-2. — Verslag nr. 680-3.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 27 april 2009. Aanneming. Vergadering van 28 april 2009.